

ASIE

Inde : deux femmes tondues pour avoir "résisté" à une tentative de viol

28 juin 2019

Une mère et une fille indiennes ont été tondues et exhibées dans les rues de leur village après avoir résisté à une tentative de viol de la part d'un groupe d'hommes, a annoncé la police. "À l'heure actuelle, seuls 6 des suspects dans l'affaire ont été arrêtés. La police mène des opérations pour arrêter les autres, qui sont en cavale depuis cet événement", a déclaré à l'AFP un policier.

Le responsable du village et le coiffeur font partie des personnes interpellées. L'affaire a attiré l'attention des médias indiens.

L'Inde affiche un bilan sordide en matière de violences sexuelles contre les femmes, particulièrement dans ses zones rurales où vit la majorité de son 1,3 milliard d'habitants.

Source : AFP

L'Inde rejette le rapport américain sur des atteintes aux libertés religieuses

23 juin 2019

L'Inde a rejeté dimanche un rapport du département d'État américain qui dénonce les atteintes contre les minorités religieuses dans le pays. Ce rapport envenime un peu plus les relations indo-américaines quelques jours avant le déplacement du secrétaire d'État américain Mike Pompeo, qui arrive mardi à New Delhi, et avant le sommet du G20 à Osaka à la fin du mois.

Ce rapport de la commission américaine sur la protection des libertés religieuses dans le monde fait entre autres État de « *violence, d'intimidation et de harcèlement* » en Inde envers les communautés musulmane et « Dalit », autrefois appelé « intouchables ».

Ce rapport accuse en effet le Premier ministre indien de n'avoir pas agi face à la montée des violences communautaires. Les lynchages par des milices hindouistes de personnes soupçonnées de transporter ou stocker de la viande de bœuf se multiplient depuis l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi.

Son parti, qui vient de remporter pour la seconde fois d'affilée une victoire sans appel aux législatives, a également nommé plusieurs extrémistes ouvertement anti-musulmans à des postes clés ces dernières années.

Source : RFI

Inde : dans Chennai à court d'eau, la quête obsessionnelle de l'or bleu

22 juin 2019

Des précipitations insuffisantes depuis dix-huit mois ont plongé Chennai, grande métropole du sud de l'Inde dans un stress hydrique appelé à durer des semaines encore. Dans cette agglomération de dix millions d'âmes, l'eau est devenue une obsession quotidienne.

Capitale du riche État du Tamil Nadu, Chennai dispose en temps normal de 830 millions de litres d'eau par jour. À l'heure actuelle, les autorités n'arrivent à fournir que 60% de cet approvisionnement. Les réservoirs sont à sec, les nappes phréatiques toujours plus basses.

Face à la pénurie, les gérants d'un point d'eau ont posé un verrou dessus et n'autorisent les 70 familles qui en dépendent à n'en tirer chacune que trois pots de 25 litres par jour. Une quantité insuffisante qui oblige les résidents à trouver d'autres sources pour compléter, ou à acheter au prix fort de l'eau à des sociétés privées.

Comme lors des précédentes sécheresses, qui n'avaient toutefois pas atteint un tel stade critique, ce puits fait l'objet d'un tirage au sort pour déterminer l'ordre de passage des habitants. Aux premiers une eau claire et abondante, aux derniers le raclement du fond et un liquide couleur de terre.

Le matin, les enfants se chamaillent pour savoir qui aura le droit de se laver ce jour-là. Dès l'aube dans la rue, des files d'attente de gens aux faibles revenus s'étirent devant des pompes, où l'eau est gratuite.

Les nerfs sont à vif. Des disputes éclatent souvent, parfois violentes. Dans une autre ville du Tamil Nadu, une famille a battu un mort un activiste qui l'accusait de prendre trop d'eau. Pendant que leur mari est au bureau, les épouses peuvent passer près de six heures par jour à faire la queue à la pompe, trois heures le matin et trois heures le soir.

Chennai tire habituellement le gros de son eau de quatre grands lacs-réservoirs voisins. La mauvaise mousson de l'année dernière ne les ayant pas régénérés, ceux-ci ne présentent plus que l'aspect de déserts craquelés, où pourrissent des cadavres de poissons morts.

Si les précipitations défaillantes sont les principales responsables de la situation, les experts soulignent que la crise est aggravée par le faible taux de récupération d'eau de pluie en Inde, société de plus en plus urbanisée et dont les besoins hydriques vont croissants.

Pour son malheur, Chennai n'attend pas de retour à la normale dans l'immédiat. Tous les regards sont tournés vers la prochaine mousson, qui sévit dans cette région à partir d'octobre et lui fournit le gros de ses pluies annuelles.

Source : AFP

La religion en première ligne de la contestation À Hong Kong

28 juin 2019

La communauté chrétienne joue un rôle clé dans la fronde contre un projet de loi autorisant les extraditions vers la Chine. La plupart des Eglises hongkongaises évitent de se mêler de politique. Mais le texte, désormais suspendu, a touché une corde sensible parmi celles qui soutiennent les Eglises clandestines en Chine continentale.

A la différence de la Chine continentale, où les religions sont étroitement contrôlées par l'Etat, la liberté de culte prévaut à Hong Kong. Les communautés catholique et anglicane héritées de l'ère coloniale sont influentes.

Mais les fidèles sont angoissés.

Aux termes de l'accord de rétrocession signé avec Londres, Hong Kong bénéficie de libertés inconnues sur le continent et d'un système judiciaire indépendant, et ce, en théorie jusqu'en 2047.

Cependant, de nombreux Hongkongais ont l'impression que Pékin renie ses engagements.

Le projet d'extraditions n'a fait que raviver les craintes des fidèles qui craignent une justice chinoise opaque et politisée.

En Chine, les religions subissent une répression croissante.

Depuis le mouvement prodémocratie de 2014, qui n'avait pas arraché la moindre concession à Pékin, le père Stephen Chan célèbre chaque dimanche une messe en plein air. Les catholiques "savent que si Hong Kong devient la Chine communiste, il n'y aura plus" de liberté de religion, déclare-t-il à l'AFP.

Aujourd'hui, des personnalités religieuses organisent des séances de prières et de chants, souvent pour désamorcer les tensions entre manifestants et policiers.

Les chrétiens représentent 11% de la population de Hong Kong mais ils sont très influents, surtout parmi les élites.

Source : AFP

Les ravages en Asie liés à la peste porcine africaine

13 juin 2019

L'épizootie de peste porcine africaine est hors de contrôle en Asie.

La peste porcine africaine (PPA) est causée par un virus.

Elle est à distinguer de la peste porcine classique (PPC), pour laquelle il existe un vaccin.

La PPA n'est pas dangereuse pour la santé humaine, même en cas de consommation d'aliments issus d'une bête malade. Elle est en revanche fatale pour les porcs, et se transmet très rapidement.

La maladie est dite "africaine" parce qu'elle a d'abord été détectée sur le continent africain, au Kenya, en 1921.

Avec ses 700 millions de porcs, la Chine représente près de 50% du cheptel mondial.

L'ONU considère que toutes les exploitations du nord et de l'est de la Chine sont contaminées. Et comme l'Empire du milieu peine à contenir l'épizootie, des pays voisins sont touchés un à un. Des dizaines de millions de porcs sont donc abattus dans des conditions atroces : ensevelis et brûlés vivants.

Source : Le Dauphiné

Un Chinois pour la première fois à la tête de la FAO

23 juin 2019

Un Chinois a été choisi dimanche pour la première fois, à la tête de l'Agence des Nations unies qui lutte contre la faim dans le monde, la FAO, concrétisant à la fois l'appétit chinois pour les sujets alimentaires et pour les postes à responsabilité dans des instances internationales.

Qu Dongyu, biologiste et vice-ministre de l'Agriculture en Chine, a remporté dès le premier tour, avec 108 voix, l'élection pour un mandat de quatre ans à la direction de l'organisation onusienne. Il propose d'attirer plus de moyens financiers venant du privé pour développer les secteurs agro-alimentaires, notamment ceux des pays en développement.

Il a évoqué aussi bien des coordinations possibles avec le géant chinois de la distribution Ali Baba qu'avec la Banque Mondiale basée à Washington, ou la fondation américaine Bill and Melinda Gates, très impliquée dans la recherche agronomique en Afrique notamment, donné au passage des gages aux États-Unis.

De source diplomatique européenne, on a indiqué que la Chine avait mené "une campagne agressive", sur fond de rumeurs selon lesquelles certains pays membres de la FAO auraient miraculeusement vu leurs arriérés de paiement au budget ou des dettes disparaître juste avant le scrutin. Ni la FAO ni la délégation chinoise n'ont commenté ces rumeurs.

Source : AFP

A Yulin (Chine), des milliers de chiens et de chats tués pour être mangés lors d'un festival annuel

22 juin 2019

Des chiens et chats ébouillantés et tués pour être mangés. Chaque année, le festival de Yulin, dans le sud de la Chine fait parler de lui. Malgré son aspect traditionnel, cet évènement annuel reste très controversé.

10 000 chiens et 4 000 chats. C'est le nombre de quadrupèdes tués chaque année durant le festival de Yulin, qui a lieu tous les 21 juin dans le sud de la Chine. Créé dans les années 1990 pour dynamiser l'économie de la ville, l'évènement est loin de faire l'unanimité.

En Chine et ailleurs dans le monde, le festival de Yulin est très mal perçu. D'ailleurs, en 2017, pas moins de 11 millions de personnes ont signé des pétitions afin de mettre fin au festival. Pendant ce festival, chats et chiens sont entassés dans des cages et parfois ébouillantés vivants avant d'être mangés.

Si la "*fête du chien*" reste inacceptable pour certains, elle est très bien acceptée pour d'autres. En effet, qu'elle soit préparée en ragoût ou sautée, la consommation de viande canine ou féline fait partie des traditions ancestrales chinoises.

Chaque année, en Chine, entre 10 et 20 millions de chiens sont mangés. Pour remplir les assiettes, certains canidés sont dérobés à leurs propriétaires. Ainsi 87 % des fermiers de Yulin affirment avoir déjà perdu un chien...

Source : Brut

Chine : un rapport dénonce la poursuite de prélèvements forcés d'organes

18 juin 2019

Le prélèvement forcé d'organes continue d'être pratiqué "dans toute la Chine" et les membres du mouvement spirituel Falun Gong en sont "probablement" les principales victimes, affirme un rapport présenté à Londres par un groupe spécialisé sur la question.

Le rapport émane de China Tribunal, un groupe de juristes et de chercheurs se présentant comme un "tribunal indépendant" et mis en place par la Coalition internationale pour mettre fin aux abus des transplantations en Chine (ETAC).

Ce "tribunal indépendant" déclare que le prélèvement forcé d'organes sur des prisonniers d'opinion est pratiqué depuis longtemps en Chine et concerne un nombre très important de victimes".

China Tribunal s'inquiète en outre de la situation des musulmans ouïghours, victimes de "persécution concertée" et de "tests médicaux" qui font craindre là aussi des prélèvements forcés d'organes.

La Chine a nié à plusieurs reprises les accusations de prélèvements d'organes forcés sur des prisonniers politiques. En 2013, le Parlement européen avait exprimé sa "profonde inquiétude vis-à-vis des rapports crédibles et incessants de prélèvements non consentis, systématiques et cautionnés par l'État d'organes sur des prisonniers d'opinion en Chine".

Source : AFP

Kim dit avoir reçu une lettre "excellente" de Trump

23 juin 2019

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un a reçu une lettre personnelle du président américain Donald Trump au contenu "excellent", a annoncé dimanche l'agence officielle nord-coréenne KCNA alors que les négociations entre les deux pays restent enlisées.

Le 11 juin, Donald Trump avait indiqué avoir reçu une lettre "magnifique" et "très chaleureuse" de Kim Jong Un, ajoutant qu'il continuait à faire confiance au Nord-Coréen malgré l'absence de progrès tangibles sur la dénucléarisation.

Kim Jong Un vient tout juste de recevoir en visite d'Etat le président chinois Xi Jinping.

Pékin, qui applique les sanctions internationales, reste le seul allié important de Pyongyang. "La Chine détient la clé de ce que la Corée du Nord désire plus que tout : des garanties de sécurité et le développement économique", a expliqué Koh Yu-hwan, professeur à l'Université Dongguk à Séoul.

"Après avoir obtenu de la Chine la promesse de son aide active dans ces deux domaines, Kim tend la main aux Etats-Unis", a-t-il estimé.

M. Xi et M. Trump doivent se rencontrer à l'occasion du sommet du G20 au Japon fin juin.

Les analystes pensent que le président chinois utilisera son voyage à Pyongyang pour montrer à son homologue américain l'étendue de son influence sur M. Kim.

La tension entre la Corée du Nord et le reste du monde s'est considérablement réduite l'an dernier.

Source : AFP

Kim (Corée du Nord) célèbre l'amitié chinoise avec la visite triomphale de Xi Jinping

21 juin 2019

Le président chinois Xi Jinping regagnait Pékin vendredi après une visite triomphale en Corée du Nord, dont le dirigeant Kim Jong Un s'est félicité d'avoir ravivé l'amitié "invincible" avec son grand voisin.

Xi Jinping a été acclamé jeudi à Pyongyang par des "centaines de milliers" de Nord-Coréens, a rapporté la télévision chinoise. Sa visite est la première d'un président chinois dans ce pays depuis 2005 et les tensions apparues à la suite du programme nucléaire nord-coréen, qui a été suivi de sanctions internationales appliquées par Pékin.

La visite de l'allié chinois est "une occasion importante" pour les deux pays d'afficher au monde entier leur relation "invincible" et une amitié "immuable", s'est félicité l'homme fort de Pyongyang, cité par l'agence nord-coréenne KCNA, alors que son rapprochement historique avec Donald Trump semble dans l'impasse.

Les deux voisins font face à la pression du président américain, qui cherche à obtenir la dénucléarisation de la Corée du Nord et des concessions commerciales de la part de Pékin. Les deux pays marqueront en octobre le soixante-dixième anniversaire de leurs relations diplomatiques.

Source : AFP

Le PAM va envoyer 50.000 tonnes de riz en Corée du Nord

19 juin 2019

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a annoncé l'envoi de 50.000 tonnes de riz vers la République populaire démocratique de Corée (RPDC).

Cette aide alimentaire a été rendue possible grâce à une contribution de la République de Corée (Corée du Sud) qui a également fait un don de 4,5 millions de dollars au PAM.

Il s'agit de la plus importante donation de Séoul au PAM depuis 2008 pour ses programmes humanitaires en RPDC.

Grace à cette contribution sud-coréenne, le PAM viendra en aide à 1,5 à 2 millions d'enfants, de femmes enceintes et de mères allaitantes nord-coréens.

Au moins 300.000 tonnes métriques de produits alimentaires, d'une valeur estimée à 275 millions de dollars, sont nécessaires pour renforcer l'aide humanitaire en faveur des populations les plus touchées par des pertes de récoltes considérables au cours de plusieurs saisons consécutives.

Une évaluation des Nations Unies sur la sécurité alimentaire en RPDC publiée en mai dernier avait révélé qu'environ 10 millions de Nord-Coréens souffrent de graves pénuries alimentaires.

Une situation qui fait suite à la pire récolte qu'ait connu le pays depuis 10 ans, en raison de la sécheresse, des vagues de chaleur et des inondations.

Source : ONU

Birmanie : coupure internet dans les États de Rakhine et de Chin

22 juin 2019

Depuis vendredi soir 21 juin, l'accès à internet est coupé dans plusieurs zones de conflit en Birmanie. Une coupure à la demande du gouvernement birman pour des endroits situés dans l'État Chin et dans l'État de Rakhine, anciennement Etat d'Arakan. Depuis le mois de janvier, les combats s'y sont intensifiés entre l'armée et la guérilla de l'Arakan Army.

Une décision des autorités birmanes jugée inquiétante par Amnesty International. Le nord de l'État de l'Arakan est en proie aux combats entre l'armée et les rebelles de l'Arakan Army, une guérilla qui demande plus d'autonomie pour l'ethnie arakanaise bouddhiste.

Amnesty a récemment dénoncé des crimes de guerre et des violations de droits de l'homme commis par les militaires. L'accès à cette région est déjà fermé aux journalistes et aux observateurs indépendants. L'accès humanitaire est extrêmement restreint, alors que plus de 30 000 personnes ont été déplacées à cause des combats, qui ont fait des dizaines de victimes.

Source : RFI

Les Philippines refusent toute enquête de l'ONU sur les droits humains

8 juin 2019

La présidence philippine a rejeté l'appel à une enquête sur les violations des droits humains lancé par 11 experts des Nations unies, estimant qu'il s'agissait d'une "ingérence" dans les affaires du pays.

Ces experts avaient appelé les Etats membres du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à ouvrir une enquête sur les graves violations des droits humains, soulignant notamment "le nombre impressionnant de personnes tuées par la police dans le cadre de la soi-disant lutte contre le trafic de drogue".

Selon les chiffres officiels, plus de 5.300 suspects ont été tués par la police depuis le début de la "guerre contre la drogue" lancée par le président Rodrigo Duterte après son élection il y a trois ans.

Les défenseurs des droits humains estiment que le chiffre réel est trois fois plus élevé.

Mais l'électorat soutient la politique du président Duterte, dont la "guerre contre la drogue" est la politique phare.

Ses critiques estiment que cette lutte revient à une "guerre contre les pauvres", et nourrit un climat d'illégalité et d'impunité dans le pays.

Source : AFP

Sri Lanka : le président prolonge l'état d'urgence

22 juin 2019

Le président du Sri Lanka a prolongé samedi, contrairement à ce qu'il avait annoncé auparavant, l'état d'urgence proclamé après les attentats jihadistes de Pâques, qui avaient fait 258 morts et près de 500 blessés.

Ces mesures qui élargissent les pouvoirs de la police et des forces de sécurité pour l'arrestation et la détention de suspects auraient dû prendre fin ce samedi. Un peu plus de 100 personnes, dont dix femmes, sont actuellement en détention en relation avec les attentats suicide commis le samedi de Pâques contre trois églises et trois hôtels de luxe de Colombo.

Par ailleurs, la police a annoncé que des enquêtes avaient été ouvertes contre plusieurs de ses responsables, dont l'inspecteur général, pour négligence avant les attentats. Le président a lui-même été critiqué pour ne pas avoir agi sur la base de renseignements précis fournis par l'Inde et selon lesquels des jihadistes étaient sur le point de frapper des églises et d'autres objectifs.

Le président, qui est aussi ministre de l'Intérieur et ministre de la Loi et de l'Ordre, s'est vu reprocher par une commission d'enquête parlementaire de ne pas avoir suivi les protocoles concernant la sécurité nationale.

Le Sri Lanka, un pays de 21 millions d'habitants majoritairement bouddhistes, était sur le point de célébrer le dixième anniversaire de la fin du conflit avec les séparatistes tamouls lorsque les attentats ont eu lieu.

Source : AFP

Sri Lanka : le groupe responsable des attentats coopérait avec le renseignement

12 juin 2019

Au Sri Lanka, un comité parlementaire spécial est en train d'enquêter sur les failles de sécurité qui ont empêché de prévenir les attentats du dimanche de Pâques, causant la mort de plus de 250 personnes le 21 avril dernier.

Un ancien gouverneur, Azath Salley, accuse les services de renseignement d'avoir financé le National Thowheeth Jama'ath (NTJ) qui a revendiqué l'attentat.

« J'ai informé trois fois le président, ainsi que le ministère de la Défense, mais rien n'a été fait », ajoute le haut fonctionnaire devant la commission parlementaire spéciale.

Azath Salley explique, comme beaucoup d'autres membres de la communauté musulmane avant lui, qu'il avait demandé aux autorités d'arrêter les responsables de ce groupe islamiste violent, mais que ces alertes ont été ignorées. Selon lui, ce financement durait depuis plusieurs années et avait pour but d'aider l'espionnage de différents groupes radicaux.

Le président sri lankais a été régulièrement accusé d'avoir ignoré les alertes de ses services de renseignements et depuis, il a tout fait pour empêcher cette commission parlementaire d'enquêter. Il vient même de renvoyer le chef de ces services, après que celui-ci a déclaré que le chef de l'État était au courant de ces risques d'attaque.

Source : RFI

Indonésie : 5 conteneurs de déchets renvoyés aux États-Unis

15 juin 2019

À l'instar d'autres pays d'Asie du Sud-Est, l'Indonésie a décidé de renvoyer plusieurs conteneurs de déchets aux États-Unis, des déchets qui ne respecteraient pas les déclarations de douane. En cause, des chargements de bouteilles, de déchets plastiques et de couches, alors que les conteneurs devaient uniquement contenir des déchets papier.

Depuis que la Chine a soudainement annoncé l'an dernier qu'elle cesserait de s'occuper de la gestion des déchets plastiques du monde entier, le créneau a été pris par plusieurs pays d'Asie du Sud-Est. Mais la conscience environnementale semble avoir pris le dessus y compris dans ces pays.

La Malaisie a renvoyé le mois dernier vers le Canada des centaines de tonnes de déchets plastiques, soulignant qu'elle ne voulait plus servir de décharge au monde entier, tout comme les Philippines, qui ont renvoyé à son expéditeur une cargaison illégale de 69 conteneurs.

Source : RFI

Les talibans, toujours source de tensions entre l'Afghanistan et le Pakistan

28 juin 2019

Le président afghan, Ashraf Ghani, a achevé une visite de deux jours au Pakistan. Elle a lieu alors que le 7^e round de pourparlers de paix entre l'émissaire américain et les représentants talibans doit démarrer samedi au Qatar.

Les Américains ont accentué leur pression sur le Pakistan, accusées par leurs homologues afghans de soutenir les insurgés dont plusieurs hauts représentants vivent au Pakistan. C'est la deuxième visite du président afghan chez son voisin pakistanais depuis qu'il a pris les rênes du pays en 2014.

Pour plusieurs analystes afghans, le Pakistan doit user de son influence auprès des insurgés pour les pousser à accepter de s'entretenir avec le gouvernement afghan dans le cadre des négociations de paix, ce qu'ils refusent jusque-là.

En Afghanistan, certaines critiques fusent, surtout dans les rangs de l'opposition. Un ancien chef du Conseil a la sécurité nationale, qui compte parmi les candidats à la présidentielle de septembre prochain doute de la sincérité des autorités pakistanaises.

Source : RFI

Afghanistan : un règlement négocié avec les Talibans est plus nécessaire que jamais, selon l'envoyé de l'ONU

19 juin 2019

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, Tadamichi Yamamoto, s'est déclaré mercredi encouragé par la poursuite des discussions entre les Etats-Unis et les Talibans et estimé qu'il était plus nécessaire que jamais d'arriver à un règlement négocié du conflit.

Il a indiqué que l'Afghanistan et certains de ses partenaires internationaux, en particulier l'Allemagne et le Qatar, préparaient un dialogue inter-afghan, qui réunirait des personnes représentant un large éventail de la société. Les talibans refusent en général de dialoguer avec le gouvernement afghan, qu'ils qualifient de pantin des USA.

Il a rappelé que l'élection présidentielle était prévue le 28 septembre et qu'il restait des obstacles à surmonter pour que celle-ci soit crédible.

Après les élections parlementaires très controversées de 2018 et la destitution de tous les commissaires électoraux, la tâche la plus ardue est de regagner la confiance du public.

Source : ONU

Sous pression américaine, l'armée afghane ferme progressivement ses positions isolées

18 juin 2019

Seuls quelques barbelés, des murs anti-explosion affaissés et des sacs de sable fatigués séparent les soldats d'une éventuelle attaque des talibans : en Afghanistan, les positions isolées sont progressivement fermées, pour mettre un terme aux insoutenables pertes humaines parmi les forces de sécurité.

Dans cet avant-poste du Wardak, une province à l'ouest de Kaboul, 13 soldats vivent depuis des semaines dans une réelle vulnérabilité. Le danger est omniprésent. Leur position a déjà été attaquée par le passé.

Leur sort pourrait toutefois s'améliorer rapidement. Après des années de pertes humaines et de désertions massives sur ces mini-bases, le gouvernement afghan a décidé de donner suite aux demandes américaines de les fermer.

Les soldats seront regroupés dans des bases plus grandes, dont plusieurs sont en construction. L'idée sous-jacente est qu'ils puissent désormais mener des attaques contre les talibans au lieu d'essayer de survivre, souvent dans des conditions de vie déplorables, aux assauts insurgés.

En janvier, le président Ashraf Ghani avait fait état de 45.000 morts parmi les forces de sécurité depuis son arrivée au pouvoir en septembre 2014.

L'idée de fermer ces mini-bases est pourtant taboue dans les milieux politiques afghans.

Une fortification arborant le drapeau national sous-entend en effet que le gouvernement contrôle la zone, quand la politique afghane est bâtie sur un patchwork d'alliances avec des potentats locaux.

"Pour maintenir une alliance suffisante pour rester au pouvoir (...) le président de l'Afghanistan a souvent préféré envoyer des troupes dans des endroits qui n'ont aucun sens militaire mais qui sont politiquement importants", explique à l'AFP Stephen Biddle, professeur à l'Université Columbia de New York et spécialiste de l'Afghanistan.

Faire changer les militaires afghans d'opinion s'est avéré difficile du fait d'une grande "pression politique au niveau local", reconnaît le général américain Kevin Admiral, basé dans le pays. "Les gouverneurs de district et les parlementaires estiment que c'est la seule représentation visible (du gouvernement) dans ces régions éloignées".

Mais fermer ces postes de contrôle relève d'une "priorité" tactique pour l'armée afghane, selon le général américain Scott Miller, qui dirige la mission de l'Otan en Afghanistan et les forces américaines.

Une organisation défaillante et une corruption endémique profondément enracinée dans l'armée afghane font que ces soldats isolés se retrouvent trop souvent sans nourriture ni salaires réguliers. Et quand une attaque survient, les renforts peuvent ne jamais arriver.

Source : AFP

Manifestations au Kazakhstan : près d'un millier de personnes condamnées

13 juin 2019

Suite aux manifestations à répétition qui ont lieu depuis l'élection présidentielle, la justice du Kazakhstan a annoncé que près d'un millier de personnes avaient été condamnées, dont environ 650 à de courtes peines de prison.

« Pour avoir participé à des manifestations non autorisées et n'avoir pas respecté les consignes de la police, 957 personnes ont été condamnées. Parmi elles, 670 ont été placées en détention, 115 condamnées à des amendes et 172 ont reçu un avertissement », a annoncé le parquet général.

Les observateurs internationaux déployés pour surveiller la présidentielle au Kazakhstan, remportée par le chef de l'Etat par intérim, ont dénoncé "un respect insuffisant des normes démocratiques", avec peu de place à la critique du pouvoir et des "irrégularités généralisées".

L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) relève "un manque de respect pour les droits fondamentaux, y compris des arrestations de manifestants pacifiques, et des irrégularités généralisées le jour du scrutin".

Les protestataires appelaient au boycott d'une élection qu'ils estimaient jouée d'avance.

Sources : RFI, AFP

Asie centrale : les transferts d'argent depuis la Russie en forte hausse

13 juin 2019

Pour bien des anciennes Républiques soviétiques, d'Asie centrale notamment, les transferts d'argent de la part des émigrés qui sont allés chercher du travail en Russie sont cruciaux pour la stabilité économique et sociale.

De récentes statistiques de la Banque centrale russe confirment une forte hausse, déjà amorcée en 2017 après trois années de dégringolade, des transferts d'argent de la part des citoyens

d'Ouzbékistan, du Kirghizistan et du Tadjikistan, partis travailler en Russie. En 2018, 9,5 milliards de dollars ont ainsi été envoyés depuis la Fédération de Russie vers ces trois pays.

Cette apparente bonne nouvelle souligne la forte dépendance de ces pays envers l'économie russe. Pendant longtemps, ces remises d'argent représentaient par exemple 50 % du produit intérieur brut du Tadjikistan.

Ces remises d'argent, en raison de leur importance, ont aussi un impact sur les relations politiques entre la Russie et ces ex-républiques soviétiques. C'est d'ailleurs une combinaison complexe de politique intérieure et extérieure.

Les économies de ces républiques d'Asie centrale sont souvent corrompues et aux mains de personnalités puissantes. S'ajoute à cela une ambiance politique souvent autoritaire – sauf au Kirghizistan. Résultat, les régimes ne sont pas fâchés de voir des pans entiers de la jeunesse hors du pays.

Mais cela rend ces Républiques dépendantes du Kremlin, qui peut toujours menacer de durcir les conditions de séjour et de travail pour les ressortissants d'une République centrasiatique qui ne veut pas se plier à certaines de ses demandes.

Source : RFI

AFRIQUE

L'Afrique, une alternative aux terres rares ?

9 juin 2019

La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine charrie son lot de menaces plus ou moins voilées. Parmi celles-ci le contrôle qu'exerce Pékin sur la production des terres rares, indispensable dans l'industrie de l'électronique et de la défense, pourrait être utilisé comme monnaie d'échange.

Pékin est certes en situation quasi monopolistique dans la production de ces métaux indispensables aux industries américaines, pourtant les terres rares sont paradoxalement abondantes et l'Afrique pourrait être une véritable solution alternative, les gisements y sont en effet nombreux.

Si demain la Chine décidait de limiter ses exportations de terres rares, il n'y aurait qu'un problème temporaire, explique Didier Julienne, expert en métaux, car cette série de 17 métaux de la famille des lanthanides existe en abondance sur terre.

À cet égard, les fosses maritimes au large du Japon en regorgent, ainsi que les montagnes du Groenland. L'Afrique dispose de réserves abondantes, mais n'a pas encore vraiment commencé à les exploiter.

Le Burundi fait figure de précurseur, avec la mine de Gakara, opérée par une société britannique. Le Malawi devrait suivre dès l'an prochain avec une mine à Songwe Hill. Le Gabon, enfin, tente de relancer l'exploitation d'une mine qui, outre les terres rares, contient aussi de l'uranium.

D'autres pays comme l'Afrique du Sud, la Tanzanie et Madagascar, possèdent des réserves inexploitées. L'abondance n'est donc pas le problème, la question est de savoir traiter ces terres rares qui nécessitent un procédé complexe, très polluant et pas forcément rentable à court terme.

Source : RFI

Ruée sur l'Afrique

26 juin 2019

Les Africains embarrassés par une présence chinoise devenue étouffante

La montée en puissance de la Chine en matière économique sur le continent africain ne fait pas que des heureux. Loin de là. La colère gronde dans plusieurs pays où l'image de Pékin s'est considérablement dégradée.

Il y a une vingtaine d'années, l'irruption de la Chine sur la scène africaine avait été applaudie. Elle avait suscité beaucoup d'espoir aux quatre coins du continent. Aujourd'hui, l'enthousiasme s'est progressivement dissipé pour céder la place à la désillusion, explique à France info Afrique Emmanuel Véron, enseignant-chercheur à l'École navale et spécialiste de la Chine.

Les scandales se sont multipliés à travers le continent impliquant des Chinois dans des opérations irrégulières, voire mafieuses. Pour la première fois, un pays africain, le Kenya, vient d'ordonner l'expulsion de 200 citoyens chinois. Ils menaient des activités commerciales illégales et ne disposaient d'aucun permis de séjour valide.

Une autre affaire défraye la chronique depuis le mois de mars, à Libreville au Gabon, après la découverte de 5000 mètres cube de bois précieux dans deux sites d'entreposage appartenant à des sociétés chinoises. La justice gabonaise a mis en cause un influent entrepreneur originaire de l'Empire du Milieu et accusé d'être le cerveau de ce trafic.

Désormais, les entreprises chinoises, bien présentes sur le terrain, font comme tout le monde pour se remplir les poches. Braconnage des espèces menacées, prédatons sur les ressources minières, trafic de bois précieux... Tous les coups sont permis.

Des groupes criminels et mafieux chinois très structurés et liés à des diasporas font des affaires juteuses, en exploitant ces ressources pour le marché chinois. Les contrebandiers se régalent. Emmanuel Véron observe une courbe croissante de la démographie chinoise tous azimuts en Afrique.

Des Chinois qui profitent des chaînes d'approvisionnement en provenance de leur pays pour imposer une concurrence très forte qui gêne énormément les capacités de production des populations africaines.

Accusé d'entraîner l'Afrique dans le « piège de la dette », Pékin s'en défend

Pékin soutient des projets de développement « durables » en Afrique, a affirmé ce mardi 25 juin le ministre chinois des Affaires étrangères, récusant ceux qui accusent la Chine d'entraîner les pays du continent dans le « piège de la dette ». Des propos déjà tenus par le président chinois lors du sommet Chine-Afrique de septembre dernier.

La Chine se défend suite à l'avertissement lancé par le secrétaire d'Etat américain adjoint chargé de l'Afrique. « Les pays africains qui contractent une dette qu'ils ne peuvent pas rembourser, y compris à la Chine, ne doivent pas s'attendre à être renfloués ».

Selon le FMI, 40% des pays à faible revenus du continent sont surendettés ou en voie de le devenir.

En septembre dernier, le président chinois s'était engagé à annuler la dette contractée lors d'emprunts chinois sans intérêt pour les pays les plus pauvres d'ici à la fin de l'année.

Les États-Unis souhaitent investir plus dans le secteur privé africain

Le gouvernement américain espère contrebalancer l'influence croissante de Pékin et de Moscou sur le continent.

Les États-Unis très critiques envers une politique chinoise qu'ils qualifient de « *diplomatie de la dette* » ont réformé leurs outils d'influence.

Ils ont mis sur pied une nouvelle société de financement, l'USIDFC, qui va notamment englober l'OPIC, l'outil de financement américain pour le secteur privé africain.

L'USIDFC devrait pouvoir mobiliser 60 milliards de dollars pour les pays en voie de développement, dont une part substantielle pour l'Afrique.

L'Amérique qui reste toujours l'un des principaux investisseurs sur le continent entend tout miser sur le secteur privé. A contrario, l'aide au développement bilatérale va diminuer ainsi que la participation américaine aux missions de maintien de la paix de l'ONU.

Economie : la Russie veut intensifier ses échanges avec l'Afrique

Le Forum économique de Saint-Pétersbourg s'est achevé le 8 juin en Russie. Le rendez-vous d'affaires le plus important du pays attire un nombre croissant d'entrepreneurs africains. Les relations d'affaires entre la Russie et l'Afrique ne cessent en effet de se développer.

La Russie entend jouer un rôle accru sur les plans diplomatique, stratégique, mais aussi économique. En 2018, les échanges entre les pays africains et la Russie ont franchi la barre des 20 milliards de dollars et pourraient encore augmenter.

La Russie arrive tardivement sur le continent africain, bien après les puissances occidentales, la Chine, l'Inde ou la Turquie. Elle a pourtant une carte à jouer, ne serait-ce qu'en raison des liens noués à l'époque soviétique.

Pour réussir son retour, la Russie a engagé une véritable opération séduction en direction du continent africain. La prochaine étape sera l'organisation du tout premier sommet Russie-Afrique, en octobre prochain à Sotchi, sur les bords de la mer Noire.

Les manœuvres de la Russie pour accroître son influence en Afrique

Comme d'autres grandes puissances, Moscou s'intéresse au continent africain, mais avec une approche différente, selon une enquête du journal britannique "The Guardian". Equipements militaires, services de sécurité, conseils politiques... La Russie cherche à se rendre indispensable en Afrique.

La mission est dirigée par Evgueni Prigojine, un homme-clé du Kremlin, affirme *The Guardian*. Le journal se base sur des documents divulgués par *The Dossier Center*, une plateforme d'investigation basée à Londres et financée par l'opposant et homme d'affaires russe en exil, Michael Khodorkovsky.

Le retour de la Russie sur le Continent s'est amorcé fin 2014 après les sanctions occidentales consécutives à l'annexion de la Crimée. Moscou cherche de nouveaux partenaires et de nouveaux débouchés commerciaux. Avec ses richesses et ses fragilités, l'Afrique semble répondre aux attendus du moment.

En moins de trois ans, des amitiés géopolitiques sont nouées avec une dizaine de pays. La Russie s'implante en Afrique en mettant en avant son aide et son expertise militaire. L'exemple le plus frappant est celui de la République centrafricaine avec le déploiement d'"instructeurs" censés former les soldats de l'armée et assurer la sécurité dans le pays.

Il s'agit d'agents de la société privée Wagner financée par l'homme d'affaires russe Evgueni Prigojine. Cette approche permet surtout à Moscou de bénéficier des concessions minières, selon les documents confidentiels cités par *The Guardian*.

Des ONG et des médias, présentés comme panafricains et indépendants, ont été créés dans des pays africains. Ils sont en général très critiques vis-à-vis de la politique africaine de la France. On citera par exemple *Africa Daily Voice*, dont le siège est au Maroc, et *Afrique Panorama*, basé à Antananarivo, la capitale malgache.

Tous ces projets sont financés par l'oligarque russe Evgueni Prigojine. C'est lui qui finance l'*Internet Research Agency* de Saint-Petersbourg, une fabrique de fausses nouvelles, accusée d'avoir participé à la manipulation des élections américaines en 2016 et qui continue d'instrumentaliser les réseaux sociaux au profit du président Poutine.

Sources : RFI, France Info

Près de 20.000 migrants secourus par l'OIM dans le désert du Sahara depuis 2016

25 juin 2019

Environ 20.000 migrants ont été secourus dans le désert du Sahara depuis 2016 par des équipes de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). La dernière opération remonte au 15 juin dernier, avec le sauvetage de 406 migrants. Les migrants sont originaires de 14 pays d'Afrique de l'Ouest, principalement de Guinée-Conakry, du Mali et de la Côte d'Ivoire.

Amadou, 27 ans, est originaire du Mali. « Nous avons marché pendant des heures sous le soleil brûlant du désert, sans eau ni idée de notre direction », a-t-il déclaré. « Soudain, j'ai vu le camion de l'OIM arriver dans notre direction. Ils nous ont donné de la nourriture et de l'eau et nous ont emmenés à Assamaka, puis à Arlit le lendemain », a-t-il ajouté.

Mais le désert du Sahara est un passage périlleux pour tous ces migrants tentant de rejoindre l'Europe via cette étape mortifère et désertique du Maghreb. En effet, les camions transportant des migrants au nord tombent souvent en panne dans le désert. Dans certains cas, ils se perdent ou « les passeurs abandonnent » tout simplement les gens à leur sort.

Si les chiffres des morts en Méditerranée sont régulièrement répertoriés par l'OIM, il est difficile d'évaluer le nombre de vies perdues dans le Sahara. Le terrain est considéré comme très difficile d'accès par les représentants de l'OIM au Niger. Et les migrants sauvés sont souvent épuisés mentalement et physiquement, mais aussi blessés et déshydratés.

Dans ces conditions, l'urgence pour l'OIM est de leur fournir une aide humanitaire, notamment de la nourriture, de l'eau, des soins médicaux et un soutien psychosocial. Les migrants sont ensuite sensibilisés sur les aides disponibles et se voient proposer un transport vers Arlit, un grand centre urbain situé à 235 km.

Une fois dans le centre de transit de l'OIM, les migrants qui souhaitent retourner dans leur pays d'origine peuvent adhérer au programme de retour volontaire, dans le cadre de l'initiative conjointe Union européenne-OIM sur la protection et la réintégration des migrants. 98% des migrants sauvés, y compris Amadou, ont choisi de le faire.

Source : ONU

La population d'Afrique subsaharienne devrait doubler d'ici 2050, selon l'ONU

18 juin 2019

Selon un rapport, l'Afrique du Nord pourrait être affectée par le vieillissement observé ailleurs dans le monde, notamment en Europe, en Asie et dans les Amériques. Au niveau mondial, le nombre d'habitants "devrait passer de 7,7 milliards aujourd'hui à 9,7 milliards en 2050", selon l'ONU. "La population d'Afrique subsaharienne devrait doubler d'ici 2050".

Cinq pays africains figurent parmi les neuf Etats du monde où la population croît le plus. Premier, le Nigeria, suivi de la République démocratique du Congo (RDC), l'Ethiopie, la Tanzanie et l'Egypte (à côté de l'Inde, du Pakistan, de l'Indonésie et des Etats-Unis d'Amérique).

Actuellement, le Nigeria est le seul état africain se trouvant parmi les pays les plus peuplés : 201 millions d'habitants.

"La plupart des populations à la croissance la plus rapide se trouvent dans les pays les plus pauvres", observe l'ONU.

Source : France Info

G20 : Emmanuel Macron veut mettre en avant la situation au Sahel

28 juin 2019

Emmanuel Macron est au Japon où il participe au sommet du G20. Un sommet qui réunit pays industrialisés et grandes économies émergentes et qui devrait être largement dominé par la guerre commerciale que se livrent Américains et Chinois et par la crise iranienne.

Le président français a évoqué la crise iranienne, le dossier climat, le commerce mondial, mais aussi la situation au Sahel. Et sur ce dernier dossier, il a appelé les dirigeants régionaux à se montrer plus responsables.

C'est avec beaucoup de préoccupation qu'il observe la dégradation de la situation au Sahel.

« Tant qu'on n'aura pas gagné la bataille de la grande pauvreté, de l'éducation, de la santé et des opportunités économiques, les jihadistes gagneront mécaniquement du terrain, parce qu'ils construisent leur projet sur la misère », a confié le président français.

Emmanuel Macron a mis en cause l'insuffisance du processus de décentralisation et de l'investissement politique dans les massacres qui ont récemment endeuillé le Mali et le Burkina Faso. Certes, la France n'a pas vocation à se substituer aux pouvoirs en place, mais sans l'opération Barkhane, ils auraient déjà basculé.

Interrogé sur l'accroissement du sentiment anti-français, le président a vivement dénoncé l'irresponsabilité de ceux qui jouent politiquement avec la présence française dans la région. Il faut que les Africains - et en particulier les gouvernements - prennent leurs responsabilités.

Source : RFI

Sahel : la lutte contre les groupes jihadistes, un travail de Sisyphe

20 juin 2019

Les attaques dans le nord du Burkina (17 morts) et aux portes de Niamey (2 policiers tués) illustrent à quel point les forces de sécurité nationales ou étrangères au Sahel peinent à enrayer les assauts répétés des groupes jihadistes et l'extension des zones d'insécurité.

"C'est Sisyphe. Ça ne finit jamais !", selon une source sécuritaire française. "La définition de la guerre asymétrique, c'est ça". Elle rappelle que l'opération française Barkhane a "neutralisé" des dizaines de "terroristes", mais souligne que la situation s'est "aggravée".

Burkina Faso, Mali, Niger... Il ne se passe pas une journée ou presque sans une attaque. Le nombre de victimes se chiffrent en milliers malgré le déploiement massif de forces de sécurité. 13.000 hommes de la force onusienne au Mali, 4.500 de Barkhane au Sahel, 5.000 pour la force G-5 Sahel (Mali, Niger Burkina, Mauritanie, Tchad). Sans compter les armées nationales...

Chaque mois il y a des opérations assez complexes et le sentiment d'un "rythme de croisière" de l'insurrection qui a tendance à s'accroître lentement mais sûrement", souligne un expert sous couvert de l'anonymat. "Le nombre d'incidents et de victimes ne se réduit pas, bien au contraire", ajoute-t-il, parlant de "sentiment d'impasse sur un bilan plus que mitigé".

"Ils (jihadistes) se fondent dans la population. Ils lancent des attaques sporadiques", explique Mahamadou Savadogo, chercheur au Cerrad (Carrefour d'études et de recherche d'action pour la démocratie et le développement, université Gaston Berger, Sénégal).

De plus, les groupes armés ont su attiser les conflits intercommunautaires, qui non seulement compliquent une situation déjà explosive, mais ont généré méfiance, voire haine, envers les armées locales.

Parallèlement, la présence de forces étrangères est mal acceptée par une partie de la population des pays concernés. Fin mai, une manifestation a rassemblé à Niamey un millier de personnes qui ont scandé "à bas les bases militaires étrangères", "à bas l'armée française" tout en montrant leur hostilité aux groupes armés : "A bas les jihadistes et Boko Haram".

Au Burkina, il n'est pas rare que des badauds expliquent que la montée en puissance des groupes jihadistes dans le pays est une conséquence de la présence française et non la raison de sa présence : "Avant l'arrivée des Français (forces spéciales et Barkhane), il n'y avait pas de jihadistes", disent-ils.

Source : AFP

Au Mali, l'ONU a développé un plan d'urgence pour la région de Mopti en proie à la violence

23 juin 2019

La région de Mopti, dans le centre du Mali, est affectée depuis plusieurs mois par une escalade de la violence marquée par plusieurs massacres de civils. Pour briser ce « cycle infernal », la Mission des Nations Unies, la MINUSMA, a développé un plan d'urgence en soutien aux autorités maliennes pour protéger les civils.

L'envoyé de l'ONU pour le Mali, Mahamat Saleh Annadif, explique les cinq priorités de ce plan d'urgence appelé Oryx. « Lorsque la MINUSMA a été déployée au Mali, son mandat ne comprenait pas le Centre. Malheureusement, à la suite de ce qui s'est passé l'année dernière, on nous a aussi donné pour mission de s'occuper du Centre ».

La première priorité du plan d'urgence est de multiplier les patrouilles dans les zones sensibles. La deuxième priorité est d'aider les Maliens à combattre l'impunité. La MINUSMA aide ainsi le système judiciaire malien à se déployer.

La troisième priorité, ce sont les populations meurtries, dont les villages et les greniers ont été brûlés. « Nous ouvrons un couloir pour permettre aux humanitaires d'intervenir pour subvenir aux besoins immédiats mais aussi pour donner des semences ».

La quatrième priorité, ce sont les unités onusiennes spécialisées dans la médiation. La MINUSMA leur ouvre des couloirs « pour qu'elles entrent en contact avec les populations, pour qu'elles puissent faire la médiation, les encourager dans la cohésion sociale ».

Enfin la cinquième priorité est une opération de communication tous azimuts se basant sur les radios locales et les radios communautaires, pour faire passer un message de paix. Pour appuyer ces activités, le chef de la MINUSMA n'estime pas avoir besoin de davantage de Casques bleus.

Source : ONU

Niger : 100 000 nouveaux réfugiés et déplacés

10 juin 2019

L'ONU tire à nouveau la sonnette d'alarme au Niger, pays en proie à l'insécurité où les activités des groupes armés sont à l'origine de nombreux déplacements de populations, avec les activités du groupe Boko Haram notamment.

L'ONU estime ainsi qu'en 2019 quelque 2,3 millions de personnes, soit 10,4% de la population ont besoin d'une assistance humanitaire.

Depuis le mois de janvier, plus de 100 000 nouveaux réfugiés et déplacés ont été recensés au Niger, alors que le pays en abritait déjà quelque 300 000.

Et les inquiétudes sont localisées. À Diffa notamment, dans le sud-est, région frontalière de l'État nigérian de Borno, les groupes armés tels que Boko Haram ont provoqué le mouvement d'environ 25 000 personnes.

Toujours près de cette frontière nigériane, mais plus à l'ouest, dans la région de Maradi, ce sont ici environ 20 000 Nigériens qui ont fui les violences de leur pays.

Il y a aussi les zones proches des frontières maliennes et burkinabè, dans les régions de Tahoua et Tillabéry. Des zones très instables selon l'ONU qui ont vu l'arrivée de 70 000 personnes.

Pour faire face à cette situation, il faut de l'argent. Pourtant, les Nations unies déplorent un manque de ressources. Pour 2019, les besoins humanitaires sont chiffrés à 383 millions de dollars, mais sur cette somme, seuls 15% ont pu être mobilisés à l'heure actuelle.

Source : RFI

"Cette montée de la justice privée est une grande menace pour le vivre ensemble" : au Burkina Faso, l'inquiétant essor des milices d'autodéfenses citoyennes

11 juin 2019

Le pays fait face à une montée du jihadisme auquel les forces de sécurité semblent avoir du mal à faire face. Dans les zones reculées, elles ont délégué la justice et la police aux mains de milices d'autodéfenses citoyennes, ouvrant la voie à des conflits ethniques.

Les Koglweogo sont le groupe d'autodéfense civil le plus puissant du Burkina Faso. Le chef des Koglweogo est fier de rappeler que leur mouvement a été reconnu d'autorité publique par l'État burkinabé, qui leur donne le feu vert pour assurer la sécurité dans leurs villages. Gourdins, fusils, couteaux, ils sont équipés.

Leur montée en puissance date de 2015, après la chute du président Blaise Compaoré, explique Chrysogone Zougmouré, président du Mouvement burkinabé pour les droits de l'homme et des peuples (MBDHP), dans un pays déstabilisé par le chaos insurrectionnel et les coups portés à l'organisation des services de sécurité.

Ce sont des initiatives qui partent des villages du fait de la démission de l'État, incapable d'assurer son rôle régalien de protection des biens et des personnes.

L'influence de ces milices d'autodéfense, Koglweogo, ou d'autres, comme les chasseurs Dozos, inquiètent les experts de la région, qui dénoncent le risque de terribles dérives communautaires.

Car à chaque attaque jihadiste, les représailles des Koglweogo ne tardent pas.

Elles s'exercent principalement envers une communauté, les Peuls. Un peuple d'éleveurs nomades, majoritairement musulman, présent dans toute l'Afrique de l'ouest, où ils sont détestés par les agriculteurs, majoritaires, qui les accusent de détruire les terres et les récoltes.

En janvier, 48 personnes selon le gouvernement, et plus de 200 selon la société civile, ont ainsi été tuées lors de représailles contre des Peuls après l'attaque d'un village attribuée aux jihadistes. Pas une semaine ne passe, ou presque, sans une nouvelle attaque.

L'amalgame entre Peul et terroriste est désormais de plus en plus ouvertement assumé.

Il est aggravé par l'appel au soulèvement des Peuls, lancé en 2018 par le prédicateur Amadou Koufa, le chef de la Katiba du Macina, un des principaux groupes jihadiste malien.

Stratégie redoutable, pour déclencher des cycles de violences intercommunautaires, déstabiliser les états devenus ingouvernables, et s'emparer de territoires entiers.

Source : France Info

Mauritanie : les autorités justifient le renforcement sécuritaire

28 juin 2019

En Mauritanie, le climat reste délétère une semaine après le premier tour de l'élection présidentielle. Une crise postélectorale s'est installée avec une série de manifestations de rue contestant la victoire de l'ex-candidat du pouvoir. Des manifestations réprimées avec des arrestations dans les rangs des militants et sympathisants de l'opposition.

Source : RFI

Alger mobilisée pour la 19^e fois, malgré un fort déploiement policier

28 juin 2019

Un dispositif policier particulièrement important au cœur d'Alger n'a pas empêché une forte mobilisation vendredi pour une 19^e grande manifestation hebdomadaire contre le régime, au lendemain d'une nouvelle fin de non-recevoir de l'armée aux revendications des manifestants.

Même après le début de la marche, la police a continué de cibler les porteurs de symboles berbères, notamment de drapeaux, conformément aux instructions données la semaine précédente par le chef d'état-major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, devenu l'homme fort du pays depuis que la contestation a poussé le président Bouteflika à la démission le 2 avril.

A Alger, 18 manifestants arrêtés en possession de drapeaux berbères lors de la dernière manifestation hebdomadaire vendredi 21 juin ont été inculpés d'"atteinte à l'unité nationale", infraction passible de 10 ans d'emprisonnement, et placés en détention provisoire.

Depuis plusieurs semaines, la police mène chaque vendredi matin, avant que la foule ne soit trop nombreuse, des arrestations à Alger, sans motif apparent.

Sur les réseaux sociaux, des journalistes algériens ont également fait état dans la matinée d'actions de la police pour empêcher des petits groupes de s'agglomérer.

Le commandement de l'armée rejette invariablement les revendications des manifestants : l'instauration d'instances de transition débarrassées de tous les anciens fidèles d'Abdelaziz Bouteflika et chargées de réformer le pays avant la tenue d'une présidentielle.

Jeudi, le général Gaïd Salah a accusé les partisans d'une telle transition de vouloir protéger les anciens responsables politiques et hommes d'affaires liés à Bouteflika, visés par les nombreuses enquêtes pour corruption récemment ouvertes.

Plusieurs d'entre eux ont été écroués, dont deux anciens Premiers ministres.

Des figures de la contestation et des observateurs s'inquiètent d'une possible instrumentalisation de la justice au profit de luttes de clan au sommet et réclament que ce soit le futur pouvoir élu qui mène à bien les enquêtes sur la présidence Bouteflika.

Source : AFP

"Sissi est l'ennemi de Dieu", scandent des manifestants en Algérie et au Maroc à la mémoire de Morsi

24 juin 2019

Moins d'une semaine après le décès de l'ancien président égyptien Mohamed Morsi, son tombeur, le président Abdel Fattah al-Sissi, a été la cible de manifestations de colère en Algérie et au Maroc.

L'onde de choc de la mort de l'ancien président égyptien Mohamed Morsi, en plein procès le 17 juin 2019 au Caire, a atteint le Maghreb où des manifestants ont scandé à Alger et Rabat les mêmes slogans contre son successeur.

Des milliers de manifestants participaient en effet le 23 juin 2019 à une marche à Rabat contre le plan de règlement américain du conflit israélo palestinien, baptisé le "*deal du siècle*", ainsi que contre la conférence prévue à Bahrein, consacrée à la présentation du volet économique de ce plan.

Cette marche était organisée par l'Association marocaine de soutien au peuple palestinien (gauche panarabe), avec le soutien du puissant mouvement islamiste Al adl Wal Ihsane, du parti islamiste Justice et développement (PJD) - qui dirige la coalition gouvernementale -, de la Fédération de la gauche démocratique (FGD) et de l'Istiqlal (centre-droit).

"*Mort à Israël*", "*Mort aux Etats-Unis*", "*Régimes arabes traîtres... alliés du sionisme*", clamaient les manifestants. Et, six jours après le décès de l'ancien président égyptien Mohamed Morsi, issu de la mouvance des Frères musulmans, des slogans ont été lancés à l'adresse de Abdel Fattah al-Sissi, considéré comme responsable de sa mort.

Une manifestation similaire s'était déroulée deux jours auparavant à Alger, lors de l'acte XVIII du mouvement de contestation qui secoue le pays depuis le 22 février 2019.

Là encore, profitant du vendredi, jour de la prière de l'absent pour les défunts en Islam, ils étaient des milliers à défiler quand les manifestants se sont mis à chanter contre Sissi.

Source : France Info

Dans la médina de Tunis, des touristes confiants malgré le double attentat

28 juin 2019

"Les attaques d'hier, ça peut arriver n'importe où", affirme Alberto, un Portugais qui visite tranquillement vendredi la médina de Tunis, où la vie a repris son cours. Non loin de là, seules quelques barrières de sécurité rappellent l'attentat ayant tué la veille un policier.

Des policiers montent la garde à l'entrée de la vieille ville, à quelques centaines de mètres de là où un kamikaze a déclenché sa charge explosive contre une voiture de police. Mais les commerçants s'affairent et les touristes déambulent ou se prennent en photo devant les échoppes du centre historique.

Après des années difficiles pour le secteur en raison notamment d'une série d'attaques jihadistes sanglantes en 2015 visant des vacanciers (60 morts dont 59 journalistes), le tourisme connaît depuis 2017 une nette reprise grâce à une amélioration de la sécurité.

Tunis table cette année sur neuf millions de visiteurs.

Source : AFP

Libye : les troupes de Khalifa Haftar en déroute à Gheryan

28 juin 2019

Depuis la chute en 2011 du régime du dictateur Mouammar Kadhafi après une révolte populaire, la Libye est plongée dans le chaos avec de nombreuses milices qui font la loi et une lutte de pouvoir depuis 2016 entre le GNA (gouvernement légitime) et M. Haftar, à la tête d'une Armée nationale libyenne (ANL) autoproclamée.

Les forces loyales au maréchal Khalifa Haftar (ANL) ont subi un dur revers, ce jeudi, dans la ville de Gheryan, près de Tripoli. Les forces loyales au gouvernement d'union nationale (GNA) ont chassé les troupes de l'homme fort de l'Est libyen de cette ville que Khalifa Haftar contrôlait depuis le début de son offensive sur la capitale.

Pour plusieurs spécialistes, Gheryan, située à une centaine de kilomètres au sud-ouest de la capitale, est un point stratégique pour l'Armée nationale libyenne de Khalifa Haftar. Sa reprise par les forces dirigées par Fayez al-Sarraj risque sérieusement de précipiter l'échec de l'ANL qui vise le contrôle de Tripoli.

Pour les experts, c'est même un tournant dans cette guerre lancée début avril depuis l'Est libyen. En effet, toutes les munitions des troupes de l'ANL qui encerclent Tripoli passaient par cette ville.

Le porte-parole du GNA évoque des dizaines de morts dans le rang de l'ANL. Des indices montrent que Gheryan est en passe de subir des actes de vengeance et des exactions. Le Croissant Rouge libyen a ainsi confirmé la mise à mort d'une quarantaine de blessés de l'ANL qui se trouvaient à l'hôpital de Gheryan.

Des photos de leurs dépouilles circulent sur les réseaux sociaux. Le directeur de la radio locale, un civil, a été également assassiné par les forces de Tripoli qui comptent des combattants extrémistes dans ses rangs.

Les forces du GNA diffusent depuis ce jeudi, sur les réseaux sociaux, des photos et des vidéos d'équipements militaires qu'ils ont récupérés ou détruits, dont des drones de surveillance et des véhicules blindés venant des Emirats arabes unis.

Ces forces diffusent également des vidéos dans lesquelles on voit les prisonniers capturés sur le terrain. Interrogés sur leurs identités par le GNA, certains se présentent comme des combattants tchadiens et soudanais des rangs de l'ANL.

Source : RFI

Libye : Tunis, Alger et Le Caire dénoncent les flux "continus" d'armes et de "terroristes"

13 juin 2019

La Tunisie, l'Algérie et l'Égypte ont condamné les flux continus d'armes et de "combattants terroristes étrangers" en Libye, où le processus politique est dans l'impasse depuis le début de l'offensive début avril du maréchal Khalifa Haftar sur Tripoli.

Depuis le lancement de l'offensive, plusieurs arrivées d'armes ont été signalées au profit des camps rivaux, dont les forces loyales au Gouvernement d'union nationale (GNA) de Fayez al-Sarraj, reconnu par la communauté internationale, en dépit de l'embargo sur les armes décrété par l'ONU.

Selon un dernier bilan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au 9 juin, 653 personnes ont été tuées depuis le début de cette offensive sur Tripoli, dont 41 civils, et 3547 blessés, parmi lesquels 126 civils.

D'après l'ONU, les combats ont aussi fait 91.000 déplacés.

Source : AFP

Soudan : la montée en puissance des militaires inquiète le Darfour

28 juin 2019

Les habitants de la province du Darfour suivent avec inquiétude les derniers rebondissements de la crise qui agite le Soudan. Les chefs du Conseil militaire de transition (CMT) qui dirigent le pays sont en effet accusés d'avoir commis des exactions dans cette région de l'ouest du Soudan au début des années 2000.

Au Soudan, la population attend avec impatience l'issue du bras de fer entre les militaires au pouvoir et l'opposition. Une communauté en particulier regarde avec inquiétude les déroulements politiques : les habitants du Darfour, province de l'ouest du pays victime d'atrocités pendant la guerre dans les années 2000.

L'ex-président Omar el-Béchar est recherché par la Cour pénale internationale (CPI) pour crime de guerre, crimes contre l'humanité et génocides au Darfour. Mais ces mêmes généraux qui ont lâché el-Béchar le mois dernier sont eux accusés d'avoir participé à cette guerre comme le numéro un du régime, le général Abdel Fattah al-Burhan et son second, le général « Hemidti ».

Les habitants du Darfour ont surtout peur de Hemidti, qui est accusé de nombreuses exactions. L'association des avocats du Darfour se réjouit : « Quand on parlait des milices et leurs atrocités au Darfour, personne ne nous écoutait. Mais maintenant que ces hommes sont dans la capitale, les gens voient ce qu'ils font. Ils tuent, ils tirent sur tout le monde. Et ils sont détestés ».

« Les gens pensent que le général Hemidti va pouvoir continuer ce qu'il a entrepris, notamment la mainmise sur les terres. Il fait venir des gens de l'Ouest, du Tchad, du Niger, au Darfour. Ils se sont installés sur les terres des déplacés et des réfugiés. Et quand ces gens reviendront, ils ne pourront pas récupérer leur terre ».

Il faut noter aussi que des atrocités ont été commises début juin dans un village du Darfour-centre. Sur une vidéo, on voit des cases qui brûlent, des enfants, des femmes et des hommes désemparés fuyant dans tous les sens, suivis par leur bétail.

Le comité central des médecins à Khartoum a confirmé qu'une dizaine de personnes a été tuée.

Ces villageois ont été attaqués par des miliciens des forces de soutien rapide qui ont volé, brûlé, violé et tiré à balles réelles sur les gens rassemblés au marché d'al-Dalij, affirme le comité central des médecins à Khartoum.

Dans un rapport, Amnesty International indique que « *les forces gouvernementales soudanaises, notamment les RSF, continuent à perpétrer des crimes de guerre et d'autres graves violations des droits humains au Darfour.* » Ainsi au moins 45 villages ont été détruits sur une période de huit mois.

En raison des inquiétudes majeures au sujet du Darfour, l'ONU a finalement décidé de retarder de quatre mois sa décision concernant un retrait progressif de sa mission au Darfour, la Minuad. Présente depuis 2007, la mission hybride des Nations unies et de l'Union africaine devait initialement se retirer graduellement d'ici juin 2020.

La Russie et la Chine, qui souhaitent accélérer le retrait de la mission, ont donc fini par plier sous la pression des membres européens et africains.

Ce délai doit donner le temps aux autorités de Khartoum pour s'engager vers une solution politique.

L'ONU envisage ensuite la mise en place d'un mécanisme de suivi qui doit permettre de passer d'une logique de maintien de la paix à une logique de consolidation de la paix grâce au déploiement de forces de police.

Source : RFI

Soudan : la médiation africaine se poursuit dans un climat déléterè

26 juin 2019

Au Soudan, les médiateurs continuent leur travail alors que l'opposition au régime militaire annonce une nouvelle manifestation ce dimanche 30 juin afin que le pouvoir soit transmis aux civils. Des représentants de l'Éthiopie et de l'Union africaine (UA) sont présents dans la capitale soudanaise pour rencontrer les deux parties.

Selon une source proche du dossier, la médiation de l'UA au Soudan fonctionne dans l'unité et l'harmonie et est très avancée dans son travail. La médiation n'a pas voulu en dire plus mais affirme être en contact permanent avec tous les protagonistes.

Après six mois de contestation au Soudan, la majorité des manifestants ne veut plus des militaires.

Le conseil militaire a commis de nombreux crimes.

Des Soudanais pensent qu'ils ne pourront pas facilement se débarrasser des militaires car ces derniers bénéficient du soutien de puissances étrangères comme l'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis.

La répression des manifestations a fait plus de 120 morts.

La Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, l'ancienne présidente chilienne Michelle Bachelet, a à nouveau réclamé l'accès de son bureau au Soudan, pour que ses équipes puissent enquêter sur la « *brutale répression* » des manifestants par les forces de sécurité.

Selon George Clooney, il faudrait traquer l'argent sale provenant du Soudan, dans l'espoir que les militaires au pouvoir changent de posture face aux manifestations.

Il affirme que les généraux "*qui ont pillé le pays en toute impunité pendant trente ans*" craignent de perdre au change en cas d'accord de gouvernance avec les civils.

L'acteur enjoint à la communauté internationale de pister l'argent sale provenant du Soudan.

Son organisation The Sentry, qui enquête sur les "*criminels de guerre*" en Afrique et particulièrement au Darfour soudanais, a repéré des opérations de blanchiment d'argent initiées depuis le Soudan à mesure que la crise s'amplifiait.

Geler et saisir certains de ces actifs – et bannir certains de ces responsables du système financier international – serait un moyen de pression très important et inutilisé en faveur de la paix et des droits humains. Malgré les critiques occidentales à l'encontre du régime, les généraux continuent d'être soutenus par les pays arabes du Golfe, ainsi que par la Chine et par la Russie.

Source : RFI

Soudan du Sud : nombre record de personnes confrontées à une grave pénurie alimentaire

14 juin 2019

Le nombre de personnes confrontées à un manque de nourriture au Soudan du Sud est le plus élevé de tous les temps, ont averti trois agences des Nations Unies. La faim a encore progressé début 2019 dans ce pays, malgré la signature en septembre dernier d'un accord de paix qui a très largement fait cesser les combats dans ce pays en guerre depuis 2013.

Le retard des pluies, les prix élevés des denrées alimentaires et l'impact des conflits et des déplacements ont exposé davantage de personnes à la famine.

L'ONU estime que près de 7 millions de personnes, soit 61% de la population, souffriront de la famine en juillet, au plus fort de la soudure.

Pour répondre à la crise, l'UNICEF et ses partenaires ont donc renforcé leurs services afin de venir en aide à davantage d'enfants touchés par la malnutrition aiguë sévère.

Pour faire face à l'augmentation des besoins, le PAM fournira à 5 millions de personnes des distributions de vivres.

De son côté, la FAO, en plus de soutenir 800.000 ménages d'agriculteurs, de pêcheurs et d'agropasteurs, procède à des vaccinations et à d'autres services vétérinaires afin de prévenir la mortalité animale à grande échelle.

Source : ONU

République Démocratique du Congo : l'ONU dégraisse la Monusco

28 juin 2019

En République démocratique du Congo, ce week-end, huit bases de la Monusco seront définitivement fermées. C'est l'une des conséquences de la décision du Conseil de sécurité de réduire le budget des opérations de maintien de la paix.

En RDC, les conséquences sont énormes.

Ce sont 764 employés dont 532 nationaux qui voient leur contrat se terminer. Ce qui représente tout de même 1 employé civil sur 5 de la Mission. Des réductions d'effectifs qui touchent tous les bureaux.

L'absence de l'ONU à l'ouest et au sud du pays inquiète les défenseurs des droits de l'homme et l'opposition.

Et l'hémorragie pourrait ne pas s'arrêter là.

Source : RFI

RDC : 300.000 personnes ont fui les violences en Ituri depuis début juin

18 juin 2019

Plus de 300.000 personnes ont fui les violences inter-ethniques dans le nord-est de la République démocratique du Congo au cours des deux dernières semaines, ont annoncé les Nations unies.

Babar Baloch, un porte-parole du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), a souligné que la situation dans la province d'Ituri s'était gravement détériorée avec de "multiples attaques" impliquant les communautés hema et lendu.

Le conflit opposant ces deux groupes ethniques, principalement des éleveurs pour le premier et des cultivateurs pour le second, avait fait des dizaines de milliers de morts entre 1999 et 2003 dans cette province riche en or, frontalière de l'Ouganda et du Soudan du Sud. Il n'avait pris fin qu'avec l'intervention d'une force européenne sous commandement français.

"Nous sommes débordés par cet afflux des déplacés, 300.000 à 400.000 personnes. La priorité est d'abord de les sécuriser et de faire cesser les violences", a déclaré à l'AFP en RDC Jean Bamanisa Saïdi, gouverneur de la province de l'Ituri.

"Il faut aussi veiller à la propagation des maladies par des actions préventives, et apporter de la nourriture à ces déplacés".

L'Ituri est touchée à la marge par l'épidémie d'Ebola en RDC qui a fait plus de 1.400 morts, principalement dans la province du Nord-Kivu voisine.

M. Baloch a rappelé que les accrochages entre les deux communautés avaient déjà contraint quelque 350.000 personnes à se déplacer à la fin de 2017 et au début de 2018, "mais (que) la situation s'était ensuite calmée".

"Le HCR craint que cette escalade ne s'étende à de vastes parties de la province", a-t-il mis en garde. "Nous sommes très inquiets pour la sécurité des civils après avoir été informés de meurtres, de kidnappings, de mutilations et de violences sexuelles".

Source : AFP

RDC : « De plus en plus de groupes armés prêts à se rendre », selon le GEC

13 juin 2019

L'élection présidentielle pourrait peut-être ouvrir la voie au désarmement pacifique de plusieurs groupes armés en RDC.

C'est ce que dit le rapport final du Groupe d'étude sur le Congo (GEC).

En dehors de cela, la situation est toujours aussi alarmante. Les attaques du groupe islamiste des ADF ont continué, avec des recrutements d'enfants au combat et des violences sexuelles répétées. Mais il reste difficile de confirmer un lien opérationnel avec le groupe État islamique, ajoutent les experts.

Ailleurs, dans le Nord et le Sud-Kivu, le GEC met en lumière les agissements de divers groupes, soit pour leur propre compte, soit en collaboration avec les forces régulières congolaises ou le gouvernement burundais.

Et les experts préviennent : les massacres intercommunautaires de Yumbi, en décembre dernier, pourraient « constituer des crimes contre l'humanité ».

Le rapport documente aussi le trafic de métaux précieux pour financer des groupes rebelles, avec la complicité d'organisations mafieuses et, parfois, d'agents de l'État congolais.

Il recense par ailleurs plusieurs violations de l'embargo sur les armes au bénéfice de groupes armés, via le trafic ou le vol. Mais aussi des manquements, par le gouvernement, à l'obligation de déclarer au Conseil de sécurité l'achat de matériel à des sociétés étrangères, basées notamment en Afrique du Sud ou en Suisse.

Source : RFI

RDC : le climat des affaires reste difficile

12 juin 2019

Avec l'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi, les Congolais espèrent une amélioration de leur niveau de vie, ce qui passe par le développement de l'économie. Ce, alors que la RDC reste l'un des pays les moins attractifs du continent pour les affaires.

La RDC n'est pas un pays attractif pour les entreprises, pourtant les milieux d'affaires attendent beaucoup des nouvelles autorités.

Pour Jean-Claude Tshipama, qui travaille dans les télécommunications, le nouveau président Félix Tshisekedi présente l'avantage d'être pro-business.

« On a des gros groupes internationaux qui sont en train de nous demander des informations, des plans de recrutement. Donc, on voit un appétit nouveau pour le Congo », se réjouit Ludovic Houssard, le vice-président de la Chambre de commerce internationale franco-congolaise, qui commence à sentir un frémissement dans l'activité.

Le Fonds monétaire international, qui vient de séjourner en RDC, préconise des réformes en profondeur. Il dénonce la multiplication des régies fiscales, et celles des comptes du Trésor à la Banque centrale, considérées comme des sources de corruption.

Source : RFI

En RCA, entre 50 et 70 violations de l'accord de paix sont rapportées chaque semaine (ONU)

25 juin 2019

Malgré les efforts du gouvernement et de ses partenaires à mettre en œuvre l'accord de paix, les violences persistent en République centrafricaine (RCA), a indiqué l'envoyé de l'ONU dans le pays.

En dépit d'avancées probantes, « la population centrafricaine et la communauté humanitaire continuent de subir au quotidien des actes de violences attribués en grande partie à des groupes armés pourtant signataires de l'accord », a déclaré Mankeur Ndiaye, le Représentant spécial du Secrétaire général en RCA.

Le 21 mai, des éléments du groupe armé Retour, Réclamation et Réhabilitation (3R) ont assassiné 50 civils dans la préfecture de Ouham-Pendé, dans le nord-ouest du pays et provoqué le déplacement forcé de plus de 12.000 personnes. Les autorités judiciaires centrafricaines, avec l'appui de la Mission des Nations Unies en Centrafrique (MINUSCA), ont lancé une enquête.

Pour le Représentant spécial, la « situation sécuritaire demeure fragile ». « Chaque semaine, entre 50 et 70 violations de l'accord de paix, commises principalement contre les populations civiles par les groupes armés, sont rapportés ».

Ces groupes armés continuent de lever illégalement des taxes, font obstruction au déploiement de l'autorité de l'Etat, occupent toujours des bâtiments publics « et constituent une source de profondes frustrations pour le peuple centrafricain ».

Dans ce contexte difficile, la MINUSCA use de ses bons offices pour exhorter toutes les parties à « appliquer de façon scrupuleuse » les engagements qu'elles ont prises dans le cadre de l'accord de paix.

Quelques bonnes nouvelles sont tout de même à noter. Le groupe armé Front Populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) a annoncé qu'il démantèlerait toutes ses barrières illégales. Les opérations de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) menés en mai et en juin ont également commencé à porter leurs fruits.

Mais la situation humanitaire reste désastreuse : 2,9 millions de Centrafricains, dont la moitié sont des enfants, ont toujours besoin d'assistance.

Le plan d'intervention humanitaire pour la RCA reste largement sous-financé : seulement 28% des 430 millions de dollars nécessaires ont été reçus.

A l'issue d'une visite en RCA, l'Experte des Nations Unies pour les droits de l'homme pour ce pays, Marie-Thérèse Keita-Bocoum, a appelé toutes les parties à appliquer « de manière sincère » l'accord de paix. Cet accord doit « être accompagné de mesures dans le domaine de la justice ».

Cinq mois après la signature de l'accord de Khartoum, les évêques centrafricains ont dénoncé mardi « l'hypocrisie » des accords de paix signés depuis le début de la crise dans le pays, en 2013. Ainsi que la poursuite des exactions par les groupes armés.

Ils dénoncent les violations de l'accord de paix de Khartoum, signé le 6 février dernier entre le gouvernement et quatorze groupes armés, le huitième depuis l'éclatement de la crise en Centrafrique en 2013.

Actuellement, 80% du territoire est toujours sous le contrôle des groupes armés.

Thierry Vircoulon, chercheur associé à l'Institut français des Relations internationales (IFRI), spécialiste de l'Afrique centrale, est très pessimiste sur l'avenir de l'accord de Khartoum.

Ces critiques sont dues au fait que l'accord de Khartoum n'est pour le moment pas réellement appliqué.

Sources : ONU, RFI

RCA : plus de 1,8 million de Centrafricains en situation d'insécurité alimentaire sévère (PAM)

21 juin 2019

Plus de 1,8 million de Centrafricains, soit plus de la moitié de la population, sont en situation d'insécurité alimentaire sévère et ne savent pas d'où viendra leur prochain repas pendant la période de soudure de mai à août.

« Les conflits, l'insécurité, les déplacements de population et les prix élevés des denrées alimentaires alimentent la faim en République centrafricaine », a déclaré Hervé Verhoosel, porte-parole du PAM à Genève.

Malgré l'accord de paix signé à Bangui en février dernier, les conditions de sécurité demeurent instables, notamment dans les préfectures du Haut-Kotto, du Haut Mbomou et de la Basse-Kotto, où des groupes armés non signataires continuent leurs incursions sur les principales routes d'approvisionnement et autour des grandes villes, forçant plusieurs civils à fuir.

En RCA, ce sont plus de 620.000 personnes qui ont été déracinées, perturbant ainsi leurs moyens de subsistance.

Selon le PAM, ces déplacés internes sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire.

Face à la situation, le PAM travaille avec ses partenaires pour atteindre un plus grand nombre de personnes dans le pays.

Il juge les projections « encourageantes » puisqu'il s'attend à « une amélioration sensible de la situation ». L'insécurité alimentaire devrait diminuer à la sortie de la saison des pluies.

Source : ONU

Ethiopie : plus de 250 arrestations en lien avec la tentative de coup d'État

28 juin 2019

« La task force a arrêté 212 suspects en région Amhara et 43 suspects à Addis-Abeba », a indiqué une équipe gouvernementale.

Cela en lien avec ce que les autorités qualifient de « tentative de coup d'État » le 22 juin contre le gouvernement de la région d'Amhara, dans le nord-ouest de l'Éthiopie.

Cet incident a coûté la vie au chef d'état-major de l'armée et à plusieurs hauts responsables de l'État de l'Amhara. D'après le porte-parole cité par Reuters, les assaillants faisaient partie des forces de sécurité de l'État, sous le commandement du général Asaminew Tsige, abattu le 24 juin par la police alors qu'il était en cavale.

Les responsables militaires et religieux éthiopiens ont rendu hommage au chef d'état-major de l'armée, condamnant son assassinat et ceux de responsables régionaux samedi, lors d'une cérémonie chargée d'émotion mardi durant laquelle le Premier ministre, Abiy Ahmed, a ouvertement pleuré.

La région Amhara est l'une des neuf régions du pays dessinées sur les bases d'un fédéralisme ethnique.

Ces événements s'inscrivent dans le cadre des tensions politico-ethniques en Ethiopie qui ont fait plus de deux millions de déplacés.

Abiy Ahmed s'est efforcé depuis son entrée en fonction en avril 2018 de démocratiser le pays, légalisant des groupes dissidents et améliorant la liberté de la presse.

Mais cet assouplissement a également permis une expression plus libre des tensions intercommunautaires.

Sources : RFI, AFP

Somalie : lentement mais sûrement, le quotidien des civils s'améliore

26 juin 2019

En Somalie, pays aidé financièrement par le Qatar, la vie des habitants s'améliore. Même si les violences perpétrées par les islamistes shebabs sont encore régulières, les Somaliens essaient de vivre normalement malgré la menace. Les commerçants ont développé une véritable résilience pour continuer à vivre.

Source : RFI

Somalie : avec l'Amisom en patrouille de nuit à Mogadiscio [Reportage]

25 juin 2019

L'Amisom a conquis la localité d'El Salin, au sud de Mogadiscio, après de brefs affrontements avec les islamistes lundi 24 juin. Pendant ce temps, même si les terroristes y conduisent des attaques régulières, la force africaine continue de sécuriser la capitale Mogadiscio. RFI a participé à une patrouille nocturne.

Deux véhicules blindés, dix Nigériens, dix Ougandais. Le convoi de la FBU, l'unité de police de l'Amisom est prêt à quitter la zone verte, le secteur ultra sécurisé de l'aéroport pour s'enfoncer dans Mogadiscio.

L'inspecteur Taïwo Adishona appelle à la vigilance. « Les conducteurs doivent faire très attention au cas où on rencontre un engin explosif improvisé sur la route. Et on se déplace toujours en convoi. En cas d'attaque, les autres véhicules peuvent riposter ».

Matilda Umia, porte-parole des FPU, rappelle que chaque arrêt doit rester de courte durée. « On doit aller plus vite que leur propagande. Quand vous faites un arrêt, vous restez cinq minutes et vous partez. Parce qu'on ne sait pas qui fait partie des shebabs. L'information circule vite, ils ont de bons réseaux. »

Mi-juin, l'explosion d'une voiture piégée a fait une dizaine de morts à Mogadiscio. Les shebabs ont revendiqué l'attaque et montré une fois de plus que malgré leur retrait de la capitale en 2011, leur menace sur la ville est permanente.

Source : RFI

Confiscation des biens mal acquis : les ONG malgaches dénoncent une reculade

25 juin 2019

À Madagascar, le consortium des organisations de la société civile engagées dans la lutte contre la corruption tire la sonnette d'alarme concernant la loi sur le recouvrement des avoirs illicites. Les autorités sont en train de vider le texte de sa mesure principale, selon les représentants de la société civile.

C'est un texte fondamental, crucial dans la lutte contre la corruption, dont l'adoption a déjà été rejetée trois fois par l'Assemblée nationale l'an passé. Il semblerait qu'elle entre en conflit avec les intérêts de ceux qui doivent l'adopter.

Les autorités ont promis d'adopter de projet par voie d'ordonnance cette semaine. Mais elles sont en train de vider le texte de sa mesure principale, la confiscation des biens mal acquis avant jugement, au grand dam de la société civile.

Début mai, la société civile avait déjà interpellé le nouveau président de la République Andry Rajoelina à travers une lettre ouverte. La lutte contre la corruption a aussi une incidence sur le climat des affaires, rappellent-elles.

Sans cette loi, Madagascar peut en effet, à tout moment, être classée parmi les pays à risque par l'organisation intergouvernementale Groupe d'action financière (Gafi). Un coup dur pour l'économie malgache et les opérateurs économiques.

Source : RFI

Gambie : des anciens responsables « d'atrocités graves » toujours en poste

12 juin 2019

Alors que la Commission vérité et réconciliation a repris ses auditions le 10 juin, certains réclament que les responsables qui ont avoué leur rôle dans le système de répression sous Yahya Jammeh soient démis de leurs fonctions.

Plusieurs anciens responsables du régime de Yahya Jammeh sont déjà passés devant la Commission vérité et réconciliation, en Gambie, depuis le début de ses auditions.

Dont certains qui « ont quand même reconnu avoir commis des atrocités graves », rappelle Fatou Jagne Senghor, directrice régionale de l'ONG Article 19.

Et « beaucoup » des anciens collaborateurs de l'ex-chef d'État « sont encore dans le système, surtout au niveau de la sécurité ».

La militante s'inquiète : « Beaucoup de preuves pourraient être détruites parce que les gens sont dans le système ».

Source : RFI

Cameroun : HRW dénonce « un durcissement du régime à l'égard de toute voix dissidente »

10 juin 2019

Au Cameroun, après un second week-end consécutif de manifestations interdites, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) de l'opposant Maurice Kamto dénonce « les dérives du pouvoir » et une nouvelle vague d'interpellations. Ce que l'on dément pourtant du côté du pouvoir.

Une situation qui inquiète les organisations des droits de l'homme.

Ilaria Allegrozzini est chercheuse sur l'Afrique centrale pour Human Rights Watch (HRW). Elle n'a pas été autorisée à entrer au Cameroun pour enquêter alors que son visa était en règle, assure-t-elle. Elle estime que l'on assiste à un durcissement du régime à l'égard de toute voix dissidente.

« Je pense qu'on assiste à une vraie répression de l'opposition politique et en général, de toutes voix dissidentes au Cameroun. Il est important de souligner cet aspect des répressions qui ne visent pas seulement les opposants politiques, mais visent également la société civile, les défenseurs des droits de l'homme, les enquêteurs des droits de l'homme ».

C'est un signe que le gouvernement essaie de dissimuler les abus commis par ses forces de sécurité au monde extérieur. Nous disons aux autorités camerounaises que les ONG ont un rôle très important à jouer, et les laisser travailler sans entrave au Cameroun montrerait que le Cameroun prend les droits de l'homme vraiment au sérieux. »

Source : RFI

Cameroun : plus de 600 000 enfants privés d'accès à l'éducation en raison de la crise (UNICEF)

21 juin 2019

De nombreux enfants au Cameroun n'ont pas mis les pieds dans une salle de classe depuis trois ans. En raison de l'interdiction de l'éducation par des groupes armés non étatiques et des

attaques, plus de 80 % des écoles ont été fermées, touchant plus de 600 000 enfants, indique le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

« Au moins 74 écoles ont été détruites, tandis que les élèves, les enseignants et le personnel scolaire ont été exposés à la violence, aux enlèvements et à l'intimidation », a regretté vendredi le porte-parole du Fonds, Toby Fricker.

« Depuis 2018, plus de 300 élèves et enseignants ont été enlevés. Après des expériences traumatisantes, ils ont tous été relâchés par la suite », a-t-il ajouté.

Selon le porte-parole de l'agence onusienne, « le ciblage de l'éducation met en danger l'avenir de toute une génération d'enfants ».

« Lorsque les enfants ne vont pas à l'école, ils courent un plus grand risque d'être recrutés par des groupes armés et sont plus susceptibles d'être exposés au mariage d'enfants, aux grossesses précoces et au traumatisme et à la détresse émotionnelle de longue durée que ces expériences entraînent ».

La crise s'est aggravée à la suite des protestations dans la région anglophone qui réclamaient une plus grande autonomie il y a près de trois ans et a également eu un impact dévastateur sur le droit des enfants à l'éducation.

Les agences et organisation onusiennes évaluent à 1,3 million dont environ 650 000 enfants, le nombre de personnes ayant aujourd'hui besoin d'une certaine forme d'aide humanitaire dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun, la situation sécuritaire et les conditions de vie ne cessant de se détériorer.

Environ 450 000 de ces personnes, dont la moitié sont des enfants, sont déplacées à l'intérieur du pays. Selon le porte-parole de l'UNICEF, des milliers de personnes n'ont pas accès ou ont un accès réduit aux services de base tels que les soins de santé et l'eau potable, et leurs moyens de subsistance ont été détruits.

En décembre 2018, on estimait que 40 % des établissements de santé de la région du Sud-Ouest ne fonctionnaient pas. Alors que l'accès humanitaire continue d'être un défi, l'UNICEF et ses partenaires déploient des efforts pour atteindre et améliorer la vie des enfants et des personnes dans le besoin. L'UNICEF a besoin de 20 millions de dollars pour répondre efficacement.

Source : ONU

Un trafic de cocaïne impliquant les mafias italiennes démantelé en Côte d'Ivoire

12 juin 2019

L'Afrique de l'Ouest reste une des plaques tournantes du trafic de cocaïne latino-américaine vers l'Europe. Un trafic international de cocaïne impliquant les mafias italiennes de la Camorra et la 'Ndrangheta a été démantelé début juin en Côte d'Ivoire.

Dix suspects ont pu être interpellés à Abidjan.

En septembre 2018, la police brésilienne avait découvert 1,19 tonne de cocaïne cachée dans des engins de chantier sur le port de Santos à destination d'Abidjan. L'enquête a permis de

déterminer que la drogue devait transiter par la Côte d'Ivoire, pour ensuite être envoyée en Italie. La drogue arrive par bateau dans le golfe de Guinée.

Cette opération a été menée grâce à la coopération entre les polices ivoirienne, française, italienne et brésilienne.

Les mafias internationales profitent de la faiblesse des Etats de l'ouest africain, et de la facilité à trouver des "hommes de main" en raison de la pauvreté de la population.

Ce démantèlement est le troisième du genre en Côte d'Ivoire en moins de trois ans, et le plus important par son ampleur. Mais les saisies, même spectaculaires, ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan du trafic.

Depuis plus de de 20 ans, l'Afrique de l'Ouest est l'une des grandes voies d'acheminement de la cocaïne qui traversent le Sahel vers l'Europe.

Les trafiquants paient aux mouvements islamistes un droit de passage.

Le trafic de drogue, mais aussi d'armes et d'êtres humains (ou encore de faux médicaments) dans la région participe ainsi au financement des différents groupes armés du Sahel, en butte à la pauvreté et à de gros problèmes de gouvernance. Le budget militaire de nombre des pays de la zone est le plus souvent inférieur au prix de vente de quelques tonnes de cocaïne en Europe.

Source : France Info

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Le président irakien ne veut pas que son pays devienne un champ de bataille

27 juin 2019

En visite au Royaume-Uni, Barham Saleh a répété son message à plusieurs reprises mercredi 26 juin : alors que le ton ne cesse de monter entre Téhéran et Washington, l'Irak, voisin de l'Iran et allié des Etats-Unis, ne peut se permettre une nouvelle guerre.

« L'Irak demande à tout le monde de se calmer ». Mercredi, lors d'un discours au centre de réflexion londonien Chatham House, le président irakien a répété le même message que la veille sur la chaîne américaine CNN. Les autorités du pays sont encore en lutte contre l'organisation État islamique. Le groupe terroriste a justement su profiter de l'instabilité du pays affaibli.

Aujourd'hui, Bagdad craint une escalade entre ses deux alliés. Barham Saleh l'a réaffirmé très clairement : il est dans l'intérêt du pays d'entretenir de bonnes relations avec Téhéran tout comme avec Washington.

L'Irak ne permettra jamais aux Etats-Unis d'utiliser ses bases pour mener des attaques contre l'Iran a d'ailleurs martelé le président.

Sur le terrain, la situation est en effet très instable. La semaine dernière, des tirs de roquettes ont atteint des bases hébergeant des soldats américains.

Les regards se sont rapidement tournés vers les milices chiïtes irakiennes, dont beaucoup répondent aux ordres de Téhéran.

Si les accrochages entre les États-Unis et l'Iran restent pour l'instant majoritairement verbaux, il n'en faudrait que très peu pour que cela embrase à nouveau l'Irak, morcelé et divisé.

Depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, le gouvernement peine à reconstruire une force militaire unie et puissante. La gestion sécuritaire de nombreuses zones non urbaines a donc été laissée à des milices dont la plupart sont chiïtes.

Source : RFI

Irak : les postes ministériels clés toujours vacants

12 juin 2019

Plus d'un an après les élections législatives qui ont permis de désigner un président et un Premier ministre, le gouvernement avance toujours sans ministres aux postes clés de la Justice, Éducation, Défense et de l'Intérieur. Cela alors qu'il doit faire face à d'importants défis dans un pays qui sort tout juste de la guerre.

Ces derniers mois en Irak, les urgences se sont enchaînées : les pénuries d'eau et d'électricité, la difficile reconstruction d'après-guerre alors que les financements disparaissent dans la corruption, plus récemment les incendies volontaires qui ont ravagé des centaines de milliers d'hectares dans les territoires disputés.

Une succession de crises gérées sans ministre de l'Intérieur.

Le Premier ministre irakien mène donc un jeu d'équilibriste, il faut gérer dans l'urgence les crises pour empêcher le pays de retomber dans la violence et le tumulte, mais cette même instabilité l'empêche de former un gouvernement complet.

En effet, s'il n'a toujours pas pu désigner les quatre ministres manquants, c'est que le Parlement n'a pas réussi à s'accorder sur des candidats à lui proposer. Chacune des formations politiques veut sa part du gâteau. Ces postes clés sont donc au cœur de négociations sans fin.

Mais avec l'arrivée de l'été, la tension monte, les grosses chaleurs qui entraînent le manque d'eau et d'électricité risquent de pousser à nouveau le peuple dans la rue comme à Bassora l'été dernier.

Source : RFI

Trump joue l'apaisement avec l'Iran : "Rien ne presse"

28 juin 2019

Le président américain a jugé vendredi que "rien ne presse" pour résoudre les tensions entre les Etats-Unis et l'Iran, après une série d'incidents et d'invectives.

"Nous avons le temps. Rien ne presse, ils peuvent prendre leur temps", a dit Donald Trump à son arrivée au G20 d'Osaka, lui qui parlait encore il y a peu de "guerre" contre les Iraniens.

Ces propos apaisants tranchent avec le ping-pong des déclarations choc qui s'était poursuivi jeudi entre l'Iran et les Etats-Unis.

Téhéran avait mis en garde contre l'"illusion" d'une "guerre courte" entre les deux pays ennemis.

La crise entre les Etats-Unis et l'Iran doit être au menu des discussions du sommet du G20 qui s'est ouvert vendredi au Japon. Le même jour, des représentants des Etats encore parties à l'accord nucléaire signé en 2015 (Allemagne, Chine, France, Grande-Bretagne, Iran et Russie) doivent se retrouver à Vienne pour faire le point sur l'application du texte.

Les Européens pressent l'Iran de ne pas commettre l'"erreur" de se retrouver en violation de ses engagements.

Après leur retrait de l'accord en 2018, les Etats-Unis ont rétabli des sanctions économiques qui asphyxient l'économie iranienne et privent Téhéran des bénéfices qu'il attendait de ce pacte.

La crise au long cours qui caractérise depuis 40 ans les relations entre les Etats-Unis et l'Iran connaît depuis environ deux mois un nouvel accès de fièvre, sur fond d'escalade dans la région du Golfe et d'inquiétudes pour la survie de l'accord nucléaire, menacé depuis que les Etats-Unis s'en sont retirés.

Un nouveau pic a été atteint lorsque l'Iran a abattu un drone américain, le 20 juin, après une série d'attaques d'origine inconnue contre des tankers attribuées par Washington à Téhéran qui a démenti.

A Téhéran, les funérailles publiques de près de "150 martyrs" tombés lors de la guerre Iran-Irak ou en Syrie, ont donné aux autorités l'occasion d'exalter la "résistance" face à l'"ennemi principal" : les Etats-Unis.

D'autre part, alors que l'Iran s'était engagé à ne jamais chercher à se doter de l'arme atomique en échange de la levée partielle des sanctions internationales, il a fait connaître le 8 mai son intention de se délier progressivement de ses engagements si Européens, Russes et Chinois ne l'aidaient pas à contourner les mesures américaines.

Source : AFP

Syrie : à Idleb, le quotidien d'une "prison pour hommes libres"

28 juin 2019

A Idleb, la réalité diffère parfois complètement en quelques kilomètres : si le sud de cette région syrienne est le théâtre de bombardements massifs du régime, le nord s'est transformé en campement à ciel ouvert, tandis qu'en son centre elle grouille de vie.

Dominé par les jihadistes, cet ultime bastion anti-Assad, dans le nord-ouest de la Syrie, abrite environ trois millions de personnes, toutes affectées aujourd'hui, d'une manière ou d'une autre, par l'escalade militaire depuis fin avril.

Depuis que le régime syrien et son allié russe ont intensifié leurs frappes sur le sud d'Idleb et ses environs, de nombreux habitants fuient. Marchés, hôpitaux, écoles, boulangeries et maisons, aucune structure n'a été épargnée par les frappes de l'aviation syrienne et de celle de son alliée russe. Les habitants restés sur place vivent terrés chez eux ou dans des abris.

En septembre dernier, la région d'Idleb a fait l'objet d'un accord entre la Russie et la Turquie sur la création d'une "zone démilitarisée", ce qui a empêché une offensive d'envergure du régime.

Mais le régime de Damas, soutenu par l'aviation russe, a accru ses frappes depuis que le groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTS), dominé par l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, a étendu son pouvoir à l'ensemble du bastion en début d'année.

Depuis fin avril, les bombardements ont tué 490 civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Et d'après l'ONU, l'escalade militaire a fait quelque 330.000 déplacés.

Dans le nord d'Idleb, frontalier de la Turquie, les oliveraies se sont transformées en refuge pour des milliers de familles parmi les plus démunies fuyant les bombardements.

Si le centre d'Idleb est au contraire animé et paisible, règne tout de même le spectre d'une éventuelle offensive du régime.

Source : AFP

Syrie : HRW met en garde contre le détournement de l'aide humanitaire

28 juin 2019

Le régime syrien s'approprié les aides humanitaires et les fonds destinés à la reconstruction, a averti ce 28 juin, Human Rights Watch (HRW), mettant en garde les donateurs contre le risque de complicité avec les auteurs d'abus contre les droits humains.

Huit ans après le début de la guerre en Syrie, le régime du président Bachar al-Assad contrôle environ 60% de la Syrie et cherche à reconstruire un pays dévasté par les combats et les bombardements.

L'ONG HRW a exhorté investisseurs, ONG et agences de l'ONU œuvrant de pair avec le gouvernement de Damas à veiller à ce que leurs programmes d'aide ne consolident pas les politiques répressives du régime syrien et ne contribuent pas ainsi indirectement à de graves violations des droits humains.

Le rapport de 94 pages intitulé « Rigging the System » explique comment les ONG humanitaires se conforment souvent aux conditions imposées par Damas pour garantir la pérennité de leurs activités.

Selon Kenneth Roth, une grande partie de l'aide « *fini dans les poches des représentants gouvernementaux et une partie de l'aide finit même par financer les forces de sécurité qui sont elles-mêmes responsables de la crise humanitaire, celles qui torturent, détiennent et tuent des personnes* ».

Source : RFI

Syrie : l'ONU appelle à stabiliser la situation à Idlib et à appuyer l'aide humanitaire

27 juin 2019

Les Nations Unies ont appelé jeudi à stabiliser la situation à Idlib devenue « très préoccupante » et à appuyer les priorités humanitaires en Syrie.

Trois millions de personnes vivent dans Idlib, province du nord-ouest où les frappes aériennes et tirs d'artillerie, de roquettes et de mortiers continuent.

L'ONU a aussi attiré l'attention de la communauté internationale sur « deux situations humanitaires graves » dans les camps de Rukban, au sud de la Syrie, et d'Al Hol, dans le nord-est du pays.

La conseillère humanitaire a de nouveau demandé un accès humanitaire au camp de Rukban où près de 27.000 personnes sont dépourvues des services les plus élémentaires. Mme Rochdi a qualifié de « honteux » le sort des milliers d'enfants du camp d'Al Hol et demandé que soins et protections leur soient accordés, conformément au droit international humanitaire.

Mme Rochdi a rappelé que 3,3 milliards de dollars sont nécessaires cette année pour apporter une aide humanitaire à plus de 11 millions de Syriens dans le besoin. « A ce jour, seulement 23% du financement demandé a été reçu », a-t-elle rappelé aux Etats membres.

Source : ONU

Bombardements d'hôpitaux en Syrie : l'ONU demande des comptes à Moscou

26 juin 2019

L'ONU dénonce le bombardement d'hôpitaux par la Russie, alliée au régime syrien. Mardi, au Conseil de sécurité, le sujet a provoqué une passe d'armes entre différents pays.

En deux mois, une vingtaine de centres médicaux ont été attaqués dans la région d'Idleb (nord-ouest). Pourtant, ces structures donnent leur localisation précise aux acteurs du conflit.

En vidéo conférence depuis Damas, Alexey Bakin, chef du Centre russe pour la réconciliation des belligérants, réagit vivement : « Nous regrettons que les ONG anti-syriennes répandent de fausses informations, trompant ainsi la communauté internationale et protégeant de fait les terroristes de Hayat Tahrir al-Cham ».

Source : RFI

Trois mois après la chute du "califat", l'EI continue de sévir en Syrie

24 juin 2019

Le groupe Etat islamique (EI) a perdu son "califat" il y a trois mois mais des jihadistes continuent de perpétrer des attaques meurtrières et de semer le trouble dans plusieurs régions de Syrie. Les Forces démocratiques syriennes (FDS) soutenues par la coalition internationale dirigée par Washington ont annoncé le 23 mars avoir éradiqué l'EI en Syrie.

La reconquête par les FDS du village de Baghouz a marqué la fin du "califat" autoproclamé par l'organisation ultraradicale sur de vastes territoires à cheval entre la Syrie et l'Irak voisin.

Mais, tandis que les forces kurdes traquent les cellules dormantes du groupe dans le nord-est syrien, l'EI continue de lancer des attaques dans le pays en guerre.

L'EI "n'a jamais cessé de constituer une menace dans le nord et l'est de la Syrie", déclare à l'AFP Nicolas Heras, chercheur du Center for New American Security. Ces trois derniers mois, il a revendiqué plusieurs opérations dans les zones reconquises par les FDS, notamment des assassinats ciblés ainsi que des incendies dévastateurs dans des champs de blé.

"L'EI est engagé dans une lutte acharnée avec les Etats-Unis et les FDS pour gagner les cœurs et les esprits de la population arabe locale", avance M. Heras.

Un élément-clé, d'autant que les FDS sont dominées par des combattants kurdes alors que les zones reconquises sont majoritairement arabes.

Selon l'expert, des tactiques telles que les incendies et les assassinats rendent difficile la tâche de la reconstruction, et l'avènement d'un nouvel ordre. Elles visent à persuader les habitants qu'il n'existe aucune alternative viable à l'EI.

Ailleurs dans le pays, les jihadistes demeurent aussi un casse-tête pour les autorités en place. Dans le vaste désert syrien, des embuscades et attaques récurrentes visent des forces du régime. Selon l'OSDH, plus de 150 combattants loyalistes ont été tués en trois mois.

Les jihadistes sont également présents à Idleb (nord-ouest), où se trouve le dernier fief rebelle et jihadiste échappant au contrôle de Damas.

Et, sur internet, la machine de propagande de l'EI est toujours active, relayant notamment les actes perpétrés à l'étranger.

"Ce qui compte le plus, maintenant, c'est de convaincre les gens qu'ils sont là" pour longtemps, souligne l'analyste Hassan Hassan.

Ils veulent persuader "les recrues potentielles qu'ils ont un projet à long terme qui dépasse le simple territoire".

Les attentats au Sri Lanka, qui ont fait 258 morts le 21 avril, suivis de la réapparition pour la première fois en cinq ans du chef de l'EI Abou Bakr al-Baghdadi dans une vidéo le 29 avril, s'inscrivent dans le cadre de cette stratégie, d'après M. Hassan.

La coalition anti-EI reconnaît la persistance du danger.

"Le soi-disant califat physique est vaincu, mais Daech en tant qu'organisation ne l'est pas", dit le porte-parole de la coalition, Scott Rawlinson.

Source : AFP

Turquie : des figures de la société civile jugées pour les manifestations anti-Erdogan de 2013

24 juin 2019

Le procès de plusieurs figures de la société civile turque, dont le philanthrope Osman Kavala, s'est ouvert lundi sous l'accusation, jugée fallacieuse par leurs défenseurs, d'avoir tenté de "renverser le gouvernement" de Recep Tayyip Erdogan lors d'un vaste mouvement de contestation en 2013.

L'audience s'est tenue sous haute sécurité à la prison de Silivri à la lisière d'Istanbul, selon une correspondante de l'AFP sur place. Les 16 accusés risquent la prison à vie dans cette affaire, qui suscite l'inquiétude des défenseurs des droits humains qui dénoncent une "chasse aux sorcières" et soutiennent qu'il n'existe "pas l'ombre d'une preuve" pour appuyer l'accusation.

Parmi les personnes jugées figure l'homme d'affaires et philanthrope Osman Kavala, dont l'incarcération depuis plus de 600 jours est devenue le symbole de la répression contre la société civile, en particulier depuis une tentative de putsch en 2016.

Le mouvement de Gezi a commencé avec un sit-in de militants écologistes pour défendre le parc de Gezi, l'un des rares espaces verts au cœur d'Istanbul. Après une répression brutale, il s'est transformé en mouvement plus global contre M. Erdogan, qui était alors Premier ministre.

La répression contre les sympathisants de Gezi a connu un regain d'intensité à l'automne 2018, soit plus de cinq ans après les manifestations, avec l'arrestation de plusieurs universitaires et figures de la société civile proches de M. Kavala.

La Turquie est régulièrement pointée du doigt par les organisations de défense des droits humains, qui s'inquiètent de la dégradation de l'État de droit ces dernières années.

Dans son acte d'accusation de 657 pages, le procureur présente le mouvement de Gezi comme une opération pilotée de l'étranger pour nuire à la Turquie.

Le personnage central de cette affaire, celui contre qui M. Erdogan concentre ses attaques, est M. Kavala. Accusant M. Kavala de "financer les terroristes", le président turc a plusieurs fois comparé l'homme d'affaires au milliardaire et philanthrope américain d'origine hongroise George Soros, bête noire du dirigeant hongrois Viktor Orban.

La fondation Open Society de M. Soros, qui a cessé toute activité en Turquie l'an dernier, a qualifié le procès de "simulacre politique" dont le but est de "réduire au silence toute voix critique en Turquie". "Le fait qu'ils soient maintenant en procès, risquant potentiellement la prison à vie, c'est une tragédie", a commenté le président de la fondation, Patrick Gaspard.

Source : AFP

Turquie : pluie de condamnations au procès des meneurs du putsch manqué

20 juin 2019

Un tribunal turc a condamné jeudi à la prison à vie un total de 151 personnes à l'issue de l'un des principaux procès du putsch manqué de 2016, qui a été suivi de purges d'une ampleur sans précédent dans le pays.

En tout, 224 personnes, dont une vingtaine d'anciens généraux, étaient jugées au cours de ce procès, l'un des principaux portant sur ce putsch manqué de juillet 2016. Pendant que le juge énonçait les peines des accusés à l'intérieur du tribunal, les policiers à l'extérieur s'efforçaient de contenir la foule, alors que des bagarres éclataient.

Lors de l'ouverture du procès en mai 2017, des familles de victimes du putsch s'étaient rassemblées devant le tribunal, exigeant le rétablissement de la peine de mort, abolie dans le cadre de la candidature turque à l'Union européenne.

Si le président Erdogan a assuré à plusieurs reprises qu'il était disposé à la rétablir, aucune mesure en ce sens n'a encore été prise. La tentative de coup d'Etat a fait près de 250 morts, sans compter les putschistes, et des milliers de blessés.

Ankara impute cette tentative de renverser le président Erdogan à son ancien allié, le prédicateur Fethullah Gülen, installé aux Etats-Unis depuis une vingtaine d'années. L'intéressé, dont Ankara n'a de cesse de demander l'extradition, dément tout rôle dans le putsch manqué.

Les procédures judiciaires lancées après ce coup de force avorté sont d'une ampleur sans précédent en Turquie. Plus de 55.000 personnes ont été arrêtées lors de purges engagées après le 15 juillet.

A ce jour et sans compter les condamnations de jeudi, 3.239 personnes ont été condamnées à l'issue de 261 procès liés au putsch, et 28 procès sont encore en cours, selon des chiffres du ministère de la Justice.

Source : AFP

Istanbul : le candidat de l'opposition réédite sa victoire, un revers pour Erdogan

23 juin 2019

Le candidat de l'opposition Ekrem Imamoglu a réédité dimanche sa victoire aux municipales d'Istanbul après l'annulation du premier scrutin, infligeant au président turc Recep Tayyip Erdogan son pire revers électoral en 17 ans.

Selon les résultats partiels publiés par l'agence étatique Anadolu après dépouillement de plus de 99% des bulletins, M. Imamoglu a obtenu 54,03% des voix contre 45,09% pour le candidat de M. Erdogan, l'ancien Premier ministre Binali Yildirim.

Cette élection s'est déroulée près de trois mois après les municipales du 31 mars, gagnées à Istanbul par M. Imamoglu avec seulement 13.000 voix d'avance sur M. Yildirim. Dimanche il a obtenu 777.000 voix de plus que son rival, selon les résultats provisoires.

Le scrutin de mars avait été invalidé après des recours du parti islamo-conservateur du président, l'AKP, arguant d'"irrégularités massives". Rejetant ces accusations, l'opposition avait dénoncé un "putsch contre les urnes" et considérait le nouveau scrutin comme une "bataille pour la démocratie".

M. Imamoglu, issu du parti kémaliste CHP (social-démocrate) a estimé que sa victoire marquait "un nouveau début pour la Turquie".

M. Erdogan qui avait milité pour l'annulation du scrutin de mars, a félicité M. Imamoglu dimanche soir, signalant qu'il acceptait le résultat.

Car bien plus qu'une élection municipale, le vote à Istanbul avait valeur de test pour la popularité de M. Erdogan et de son parti sur fond de graves difficultés économiques. "Qui remporte Istanbul remporte la Turquie", a coutume de dire le président.

Pour M. Erdogan, il s'agissait de conserver une ville de plus de 15 millions d'habitants, capitale économique du pays, qu'il contrôle depuis 25 ans.

La défaite de dimanche est d'autant plus cinglante que l'AKP avait battu le rappel des électeurs conservateurs, mais aussi des Kurdes pour tenter de l'emporter.

Ces derniers, considérés comme les "faiseurs de roi", font l'objet d'une féroce bataille. L'AKP a adouci sa rhétorique sur la question kurde ces dernières semaines. Le principal parti prokurde HDP a appelé à voter pour M. Imamoglu, ignorant un surprenant appel à la neutralité lancé par le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah Öcalan, depuis sa prison.

Source : AFP

ONU : 110 millions de dollars de promesses de dons pour l'UNRWA, qui aide les réfugiés palestiniens

26 juin 2019

L'UNRWA, l'agence d'aide des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, continue sa collecte de fonds. L'année dernière, les États-Unis avaient décidé d'arrêter de financer ses programmes qui viennent en aide à environ 5 millions de Palestiniens, plongeant l'agence dans une crise financière difficile.

C'est une bouffée d'air frais pour l'UNRWA, qui vit depuis l'année dernière avec un trou de plus de 400 millions de dollars qui met en péril ses programmes dédiés à l'éducation et à la santé des réfugiés palestiniens.

Le mardi 25 mars, elle a obtenu à New York des promesses de don à hauteur de 110 millions de dollars. C'est beaucoup plus que l'année passée, mais pas encore suffisant pour boucler le budget de 1,2 milliard de dollars de l'agence.

Trente-cinq pays ont pris part à cette conférence, qui se tenait mardi au siège des Nations unies à New York et dont les plus gros donateurs ont été l'Union européenne, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France.

Source : RFI

Israël : la Cour suprême valide la vente de biens orthodoxes à Jérusalem-Est *12 juin 2019*

La Cour suprême israélienne a validé la vente de trois bâtiments situés à Jérusalem-Est. Ces biens appartenaient à l'Église orthodoxe et avaient été rachetés en 2004 par une organisation qui milite pour une judéisation des quartiers arabes.

Deux des bâtiments sont des repères iconiques à l'entrée du quartier chrétien de la Vieille ville de Jérusalem : l'hôtel Imperial et l'hôtel Petra. La révélation de leur vente en 2004 avait suscité un mouvement de colère parmi les fidèles de l'Église orthodoxe.

D'autant que derrière les entreprises qui avaient racheté ces trois biens se cachait Ateret Cohanim, une organisation israélienne qui milite pour réimplanter des communautés juives dans les quartiers aujourd'hui arabes.

Le mécontentement des fidèles avait entraîné le départ du patriarche grec orthodoxe de l'époque. Son successeur, Theophilos III, avait promis de faire annuler ces ventes, assurant qu'elles s'étaient déroulées dans l'obscurité la plus totale.

Source : RFI

A Gaza, ceux qui n'ont pas déjà fui rêvent de partir *12 juin 2019*

Nombre de Gazaouis connaissent un des leurs qui a perdu la vie en tentant l'exil. Passant en Égypte, les Gazaouis embarquent pour un périple dangereux, souvent via la Méditerranée, jusqu'à l'Europe.

Gaza étouffe depuis plus de 10 ans sous un strict blocus terrestre, aérien et maritime imposé par Israël. L'Etat hébreu et le Hamas se sont livrés trois guerres depuis 2008 et la trêve précaire semble régulièrement sur le point d'être rompue.

Sur la mince bande de terre coincée entre la mer Méditerranée, Israël et l'Égypte, 80% des deux millions d'habitants de Gaza sont tributaires de l'assistance internationale pour survivre. Selon des données compilées par l'ONU, l'an dernier, 61.000 personnes sont sorties de Gaza via Rafah et seules 37.000 sont revenues, soit un différentiel de 24.000.

Les raisons sont connues : chômage et pauvreté, salaires bas, manque de liberté d'expression, domination politique du Hamas, enfermement et impossibilité de voyager librement, selon Samir Zaqout, de l'organisation palestinienne de défense des droits humains Al Mezan.

"Dans le passé, l'idée d'émigrer était considérée comme une trahison. Aujourd'hui c'est une fierté. Même ceux qui sont engagés en politique, dans la résistance (à Israël), se préparent à émigrer", estime-t-il, affirmant que toutes les classes sociales ont les yeux tournés vers l'étranger.

Source : AFP

Affaire des frais de bouche en Israël : Sara Netanyahu signe un accord

12 juin 2019

C'est l'une des affaires dans laquelle Sara Netanyahu, la femme du Premier ministre israélien, était poursuivie. Le dossier des frais de bouche de la résidence du chef du gouvernement a été refermé : un accord a été signé. La femme de Benyamin Netanyahu devra rembourser une partie des sommes indûment dépensées en échange d'une peine amoindrie.

L'acte de renvoi devant le tribunal accusait Sara Netanyahu de fraude et d'abus de confiance. Selon le procureur, la femme du Premier ministre avait fait payer par les contribuables israéliens près de 85 000 euros pour des repas commandés à de grands restaurants de Jérusalem alors que la résidence du chef du gouvernement disposait d'un cuisinier.

Mais Sara Netanyahu n'en a pas encore fini avec la justice : elle est également accusée par une ancienne employée de mauvais traitement. L'avocat de la femme du Premier ministre juge ces accusations absurdes. Mais le tribunal a accepté d'étudier la plainte.

Source : RFI

Yémen : nouvelle attaque des rebelles houthis sur le sol de l'Arabie saoudite

24 juin 2019

Les rebelles yéménites houthis ont mené une nouvelle attaque sur le territoire saoudien voisin. Le bombardement de l'aéroport civil d'Abha a fait un mort et sept blessés, dimanche 23 juin, alors que le contexte de sécurité régionale est de plus en plus tendu.

Ce n'est pas la première fois que cet aéroport, situé à 200 km de la frontière avec le Yémen, est visé par les rebelles houthis. Il y a deux semaines, les Houthis revendiquaient le tir d'un missile sur la zone, qui avait fait 26 blessés. Les jours suivants, un projectile était lancé par les Houthis, puis un drone était intercepté par les forces saoudiennes.

L'Arabie saoudite est à la tête d'une coalition active au Yémen depuis quatre ans. Elle soutient les forces pro-gouvernementales face aux Houthis, soutenus par l'Iran. Téhéran est le grand rival de Riyad, mais aussi de Washington.

Source : RFI

Yémen : colère et peur à Sanaa après la suspension partielle d'aides du PAM

22 juin 2019

A Sanaa, la capitale du Yémen aux mains des rebelles Houthis, l'annonce par le Programme alimentaire mondial (PAM) de la suspension de ses livraisons effraie les plus pauvres, déjà éprouvés, qui redoutent la famine.

Invoquant un risque de détournement de son aide alimentaire, l'organisation de l'ONU, après avoir formellement prévenu puis menacé les Houthis de le faire, a annoncé jeudi une suspension de ses livraisons dans les zones contrôlées par les rebelles, précisant que cela allait affecter quelque 850.000 personnes.

Les programmes pour les enfants souffrant de malnutrition, les femmes enceintes et les mères allaitantes seront toutefois maintenus, a précisé le PAM.

Environ 24 millions de Yéménites, soit plus de 2/3 de la population, dépendent d'une façon ou d'une autre de l'aide humanitaire internationale pour leur survie, estime l'ONU.

Nasser al-Moaq, 40 ans, assure avoir été témoin du détournement de l'aide onusienne, dont certains produits se retrouvent en vente dans les supermarchés.

"Je suis enregistré auprès de l'organisation et pourtant, un mois sur deux, ils refusent de me fournir de l'aide (...) On retrouve ces produits dont nous avons tant besoin dans les magasins."

Le PAM estime que des détournements de son aide ont également lieu dans les régions du pays contrôlées par le gouvernement, mais que la coopération avec les autorités y est suffisante pour que ses livraisons se poursuivent.

Le conflit entre les rebelles houthis soutenus par l'Iran et le gouvernement légitime, soutenu par la coalition saoudienne, qui dure depuis plus de quatre ans, a fait des dizaines de milliers de morts, la plupart civils, estiment les organisations humanitaires. Le Yémen connaît, selon l'ONU, la pire crise humanitaire au monde en cours.

Source : AFP

Des Saoudiennes inscrivent désormais le droit de conduire dans leur contrat de mariage

24 juin 2019

Juste après le lancement des préparatifs de la cérémonie, la fiancée de Majd a exigé l'inscription dans leur contrat de mariage d'un droit que lui garantit désormais la loi saoudienne : celui de conduire.

Les contrats de mariage sont un filet de sécurité pour les Saoudiennes dans cette société patriarcale. On y inscrit des droits pour ne pas rester à la merci des caprices du mari ou de sa famille.

De tels actes, contraignants juridiquement, codifient généralement le droit pour la femme d'avoir sa propre maison, d'engager une bonne, d'étudier ou de travailler.

Mais, après la levée de l'interdiction faite aux femmes de conduire l'année dernière, une nouvelle exigence est apparue : celle de pouvoir posséder et conduire une voiture.

L'abrogation de l'interdiction faite aux femmes de conduire constitue le changement social le plus palpable dans le royaume ultraconservateur. Pour conduire, les femmes n'ont pas besoin

de l'accord explicite de leur "tuteur" masculin (mari, père ou autre parent) dont elles dépendent encore pour étudier, se marier et même sortir de prison.

"Certaines femmes préfèrent inclure le droit de conduire dans leur contrat de mariage afin d'éviter tout conflit conjugal", affirme Abdelmohsen al-Ajemi, un imam de Ryad.

Les pratiques des femmes qui inscrivent leurs exigences sur leur contrat de mariage sont un signe de la transformation sociale du royaume.

Une Saoudienne n'a pas hésité à mettre en ligne son contrat de mariage qui interdit à son mari de prendre une seconde épouse, bien que la polygamie soit reconnue par l'islam, provoquant un tollé sur les réseaux sociaux. Revers de la médaille, les médias saoudiens ont fait état ces dernières années d'une hausse du nombre de divorces.

Source : AFP

RELATIONS INTERNATIONALES

Otan : compte à rebours avant la fin du traité FNI

26 juin 2019

Le compte à rebours est enclenché avant la mort du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI). Les États-Unis accusent la Russie de ne pas se conformer à ce traité, qui interdit les armes d'une portée comprise entre 500 et 5 500 km. Moscou a développé un nouveau missile de croisière pouvant potentiellement atteindre l'Europe occidentale.

L'Otan ne cesse de dénoncer l'attitude de Moscou, et se dit prêt à apporter une « réponse défensive » si la Russie ne se conforme pas au traité.

Le 2 août, le traité arrivera à sa fin et l'Alliance s'y prépare.

La réponse de l'Otan se veut défensive, mesurée et coordonnée : pas de déploiement de missiles en Europe, pas de courses aux armements. L'Otan devra rester une alliance crédible et dissuasive, indique-t-on.

Source : RFI

La Chine interdit la viande canadienne sur son territoire

26 juin 2019

La Chine ferme la porte à la viande canadienne. Pékin a demandé au Canada de suspendre immédiatement les exportations de viande à destination de son territoire, évoquant des problèmes sanitaires. Une décision qui intervient dans un contexte de relations diplomatiques tendues entre les deux pays.

Pour justifier une telle mesure, les autorités chinoises avancent un problème de certificat. Mi-juin, les services douaniers chinois ont découvert de la ractopamine, un produit dopant, dans une cargaison de porc canadien. Le lot était accompagné d'un certificat falsifié selon les douanes chinoises.

C'est un coup dur pour les producteurs de viande canadiens ; le marché chinois représente près d'un milliard de dollars. Cette mesure intervient dans un contexte de relations très tendues entre les deux pays, depuis l'arrestation par les autorités canadiennes de Meng Wanzhou, la numéro deux de Huawei.

En procédure d'extradition vers les États-Unis, elle est accusée par les autorités américaines d'avoir contourné les sanctions sur l'Iran. Dans le même temps, la Chine a arrêté deux ressortissants canadiens.

Source : RFI

Une dirigeante de Huawei demande au Canada de ne pas l'extrader aux États-Unis

24 juin 2019

Les avocats de la dirigeante du géant chinois des télécoms Huawei, Meng Wanzhou, arrêtée à Vancouver en décembre, ont écrit lundi au ministre canadien de la Justice pour lui demander d'abandonner la procédure d'extradition vers les Etats-Unis.

Mme Meng a été arrêtée au Canada à la demande de la justice américaine, qui l'accuse d'avoir contourné les sanctions américaines contre l'Iran mais aussi, via deux filiales, d'avoir volé des secrets industriels du groupe de télécoms américain T-Mobile.

La directrice financière de Huawei avait été remise en liberté quelques jours plus tard, moyennant le dépôt d'une caution de 10 millions de dollars canadiens (6,6 millions d'euros), le port d'un bracelet électronique et la remise de ses passeports.

Les audiences sur la demande d'extradition des Etats-Unis doivent débiter le 20 janvier 2020. L'arrestation de Mme Meng a provoqué une crise diplomatique sans précédent entre Ottawa et Pékin.

La Chine a arrêté depuis l'ex-diplomate canadien Michael Kovrig et son compatriote consultant Michael Spavor, qu'elle soupçonne d'espionnage, et condamné à mort deux autres Canadiens reconnus coupables de trafic de drogue.

La ministre canadienne des Affaires étrangères Chrystia Freeland a récemment écarté l'idée d'une annulation pure et simple de la procédure d'extradition de Meng Wanzhou, comme l'aurait suggéré l'ancien Premier ministre canadien Jean Chrétien.

"Soit on est un Etat de droit, soit on ne l'est pas", a-t-elle déclaré. "Cela créerait un précédent très dangereux si le Canada changeait de position concernant le respect d'un traité d'extradition (avec les Etats-Unis) en réponse à des pressions extérieures".

Source : AFP

La Russie victime de cyberattaques américaines « depuis des années »

18 juin 2019

La Russie est victime de cyberattaques américaines « *depuis des années* », a déclaré le Kremlin, ce mardi 18 juin, après les révélations de la presse américaine sur les intrusions numériques perpétrées par les États-Unis en Russie. Pour Moscou, ces attaques ne concernent pas seulement le secteur de l'énergie, mais toutes les infrastructures du pays.

Pour Moscou, les révélations du *New York Times* n'ont donc rien de surprenant. Elles permettent en revanche aux autorités russes de retourner les accusations d'ingérence qui lui sont faites à intervalles réguliers par les pays occidentaux.

Elles permettront également de justifier un projet de loi visant à renforcer le contrôle de l'internet russe. Un projet de loi controversé, qui doit officiellement permettre à la Russie de se mettre à l'abri d'une éventuelle cyberattaque.

Source : RFI

Des avions militaires russes interceptés près des pays baltes

18 juin 2019

Des avions de la Royal Air Force déployés en Estonie ont intercepté pour la deuxième fois en quelques jours des avions militaires russes. C'est la huitième intervention de ce type pour la Grande-Bretagne qui assure la mission de police de l'air au-dessus du territoire des pays baltes depuis début mai.

La "police de l'air" du ciel balte est prise en charge par rotation par des pays de l'OTAN dotés d'avions de combat que ne possèdent ni l'Estonie, ni la Lettonie ni la Lituanie, membres de l'Alliance atlantique depuis 2004.

Source : Euronews

Lire aussi :

<https://infosplanetaires.com/themes-mondiaux/inquietudes-scandinaves-face-a-lappetence-de-la-russie-pour-larctique.html>

A Washington, l'Italien Salvini affiche sa proximité avec les Etats-Unis de Trump

17 juin 2019

Matteo Salvini, le ministre de l'Intérieur d'extrême droite qui s'impose toujours plus comme l'homme fort du gouvernement populiste en Italie, a affiché à Washington sa "proximité" avec l'administration de Donald Trump.

Pas de rencontre avec le président des Etats-Unis mais le vice-Premier ministre italien a été reçu par le secrétaire d'Etat Mike Pompeo puis, à la Maison Blanche, par le vice-président Mike Pence. Le premier a salué la "valeur" des relations italo-américaines tandis que le second a insisté sur les "priorités partagées" par les deux pays.

Matteo Salvini, dont la Ligue vient de remporter les élections européennes et de renforcer sa position au sein du fragile gouvernement de coalition avec les antisystème du Mouvement Cinq Etoiles, n'a que peu évoqué sa propre action dans la lutte contre l'immigration clandestine.

Il a en revanche tenté de se forger une stature internationale en soulignant sa "vision partagée" avec le gouvernement du milliardaire républicain "sur l'Iran, le Venezuela, la Libye, la situation au Moyen-Orient, le droit à l'existence d'Israël et sur les inquiétudes quant à l'arrogance chinoise à l'égard de l'Europe et du continent africain".

Comme Donald Trump, il a plaidé pour un dialogue avec la Russie de Vladimir Poutine afin de "rapprocher Moscou du système de valeurs occidentales plutôt que de la laisser dans les bras de Pékin".

Comme lui, il a dénoncé la gabegie imputée aux Nations unies.

Et comme le président américain, il a défendu pour son pays une baisse des impôts massive malgré les réticences de Bruxelles liées au déficit et à la dette publics de Rome.

Quitte à donner, sur le sol américain, des coups de griffe à son propre gouvernement.

Il a ainsi une nouvelle fois pris ses distances avec la signature d'un accord sur le projet chinois des "Nouvelles routes de la soie", que l'Italie a été le premier pays du G7 à rejoindre, au grand dam des Etats-Unis qui y voient l'outil des velléités hégémoniques de la Chine.

Quant à l'Union européenne, que Donald Trump ne manque jamais d'égratigner, Matteo Salvini en a critiqué les "fragilités", se présentant en "alternative au superpouvoir franco-allemand". L'administration Trump et le milliardaire lui-même ne cachent pas leurs affinités avec le gouvernement populiste italien, qui s'est fait le chantre à Washington de "l'Italia first".

Un soutien de l'administration américaine peut donner du poids à Salvini en Europe dans sa tentative de s'imposer en tant que chef de file du front souverainiste.

Salvini met en avant sa vision commune avec les pays suivants : Etats-Unis, Israël, Brésil, Pologne et Hongrie.

Source : AFP

Hydrocarbures : Russes et Européens intéressés par le Liban, selon une ministre

14 juin 2019

Des entreprises russes et européennes manifestent de l'intérêt pour investir dans le secteur naissant du pétrole et du gaz au Liban, a affirmé la ministre de l'Energie Nada Boustani, dont le pays se lance tout juste dans l'exploration d'hydrocarbures en Méditerranée.

Confrontées à des difficultés économiques, les autorités libanaises misent beaucoup sur ce dossier.

Le Liban a signé en 2018 son premier contrat d'exploration pour deux blocs avec un consortium alliant le français Total, l'italien ENI et le russe Novatek.

Le Liban a en outre reçu des assurances des Etats-Unis selon lesquelles "il n'y a aucun inconvénient à la participation d'entreprises américaines", indique Mme Boustani. "C'est une avancée positive", ajoute-t-elle.

Les rapports avec les Etats-Unis sont en effet parfois tendus, notamment en raison du mouvement chiïte du Hezbollah, un poids lourd de la vie politique libanaise, classé "organisation terroriste" par Washington.

En attendant, le Liban doit notamment résoudre des différends sur la démarcation des frontières maritimes avec ses voisins. Une partie du bloc 9, où des travaux de forage doivent débuter en mai 2020, se trouve dans une zone maritime disputée avec Israël, pays avec lequel le Liban est techniquement en état de guerre.

Dans ce dossier, c'est Washington qui fait la navette entre les deux pays pour ouvrir la voie à des négociations et permettre une démarcation de leurs frontières. Pour le moment, aucune avancée n'a été rendue publique.

Le Liban a aussi un problème à résoudre avec la Syrie. Les blocs 1 et 2, concernés par le dernier appel d'offres, se trouvent près d'une frontière maritime dont Damas a toujours refusé de discuter du tracé.

Mais le Premier ministre Saad Hariri refuse catégoriquement toute ouverture vers Damas, tandis que le Hezbollah, allié du président Bachar al-Assad, ou encore le Courant patriotique Libre, le parti du président Michel Aoun, y sont favorables.

"Les Russes pourraient négocier entre les Libanais et les Syriens", estime Laury Haytayan, experte sur la gestion des hydrocarbures au Moyen-Orient, qui précise que Moscou s'intéresse au bloc 2.

Les récentes découvertes de gaz naturel en Méditerranée orientale ont conduit plusieurs pays de la région à multiplier les partenariats stratégiques.

En début d'année, sept pays, dont l'Égypte, Israël et Chypre ont annoncé leur intention de lancer un forum de coopération régionale sur le gaz.

Le Liban n'en fait pas partie, en raison de la présence de l'État hébreu.

"On a ouvert la voie aux négociations avec Chypre, et on fait la même chose avec l'Égypte", indique toutefois Mme Boustani.

Source : AFP

AMERIQUES

Au Honduras, la pire crise politique depuis le coup d'Etat de 2009

27 juin 2019

Saigné par une émigration massive, miné par la corruption et secoué par de violentes manifestations réclamant la démission du chef de l'Etat Juan Orlando Hernandez, le Honduras s'enfonce dans la crise, dix ans après le coup d'Etat contre le président de gauche Manuel Zelaya.

Blocages de rues dans la capitale et plusieurs grandes villes, manifestants par milliers pour réclamer "la destitution immédiate" du président de droite : le petit pays d'Amérique centrale (9 millions d'habitants) connaît depuis un mois une vague de protestations contre le gouvernement de Juan Orlando Hernandez, au pouvoir depuis 2014.

Médecins et enseignants, soutenus par les étudiants et de nombreux habitants, sont à l'origine de cette mobilisation contre deux décrets gouvernementaux qui, selon eux, privatisent la santé et l'éducation.

L'arrestation en novembre de Tony Hernandez, le frère du président, aux Etats-Unis où il doit être jugé pour trafic de drogue, a également cristallisé le mécontentement. Lundi, la tension est montée d'un cran lorsque la police militaire a tiré sur une manifestation d'étudiants, blessant au moins 4 personnes, alors que la répression policière a déjà fait 3 morts et des dizaines de blessés.

D'autres manifestations, à l'appel de l'opposition, sont prévues vendredi à l'occasion du dixième anniversaire du coup d'Etat militaire contre le président Zelaya, aujourd'hui à la tête du parti Liberté et Refondation (gauche).

"JOH dehors!" est devenu le mot d'ordre des manifestants, en référence aux initiales du chef de l'Etat. Un slogan surgi au sein de l'opposition de gauche qui n'a cessé d'accuser le président de fraudes électorales.

Pour l'ex-président Lobo, le gouvernement n'a pas été en mesure de s'attaquer aux problèmes économiques et au chômage qui poussent chaque année des dizaines de milliers de Honduriens à émigrer vers les Etats-Unis, parfois dans de spectaculaires "caravanes" cheminant à pied. Mardi, le président Hernandez a exclu de démissionner.

Récemment, l'Eglise catholique, très influente dans le pays, s'est prononcée contre le gouvernement.

Victor Meza, directeur de l'ONG Centre de documentation du Honduras, juge une telle prise de position encore impensable il y a quelques mois.

Source : AFP

Le Guatemala dénonce les conditions d'accueil des migrants au Mexique

28 juin 2019

La situation des migrants bloqués au Mexique commence à soulever de nombreuses critiques et plus seulement de la part des ONG sur place.

C'est le cas notamment du Guatemala, pays frontalier avec le Mexique, qui dénonce le non-respect d'accords entre les deux pays et réclame des informations sur ses concitoyens.

Des migrants qui seraient retenus dans des conditions lamentables, ce que dément le Mexique. Les images de migrants décédés alors qu'ils tentaient de rejoindre les États-Unis font de ce sujet une polémique et plus seulement aux États-Unis.

Des conditions inhumaines, un traitement dégradant, aucune aide médicale et surtout aucune information quant au traitement de leur dossier. Voilà en résumé ce qu'ont dénoncé les autorités guatémaltèques qui l'on fait savoir mercredi à l'INM, l'Institut national mexicain des migrations.

Des conditions encore plus sévères pour les migrants qualifiés « d'extracontinentaux », c'est-à-dire qui ne proviennent ni d'Amérique centrale, ni d'Amérique du Sud, mais principalement d'Afrique, de Cuba, d'Haïti et d'Asie.

Source : RFI

Etats-Unis : le Congrès débloque en urgence 4,6 milliards de dollars pour l'accueil des migrants

28 juin 2019

Le texte, approuvé au Sénat à majorité républicaine, prévoit des financements pour l'accueil des mineurs mais aussi pour le contrôle de la frontière. Le Congrès américain a approuvé en urgence 4,6 milliards de dollars pour tenter de répondre à la crise migratoire à la frontière mexicaine, après plusieurs drames impliquant des enfants, qui ont choqué l'opinion.

Une frange du parti démocrate voulait ajouter des dispositions prévoyant notamment qu'aucun enfant ne puisse être logé en centre de rétention plus de 90 jours, et que les contrats avec des centres privés n'étant pas aux normes soient immédiatement résiliés.

Mais le parti démocrate n'a pas obtenu satisfaction.

Le texte, qui alloue 145 millions de dollars au département de la Défense pour couvrir les opérations qu'il mène à la frontière mexicaine, est une victoire pour Donald Trump. Le président républicain a d'ailleurs salué l'adoption du texte.

Source : France Info

Mexique : 15.000 hommes à la frontière avec les Etats-Unis pour stopper les migrants

25 juin 2019

Afin d'éviter des sanctions commerciales des USA, le Mexique a déployé près de 15.000 policiers et militaires à sa frontière avec les Etats-Unis dans le cadre de l'accord conclu avec Washington pour freiner l'immigration illégale, a annoncé le ministre de la Défense, Luis Cresencio Sandoval.

Interrogé sur la possibilité pour l'armée et la Garde nationale – composée de militaires et de policiers fédéraux – non seulement d'intercepter des migrants pendant leur traversée du

territoire mexicain mais aussi de les arrêter lorsqu'ils tentent de traverser la frontière avec les États-Unis, le ministre a répondu par l'affirmative.

Le Mexique « fait le sale boulot des États-Unis » a critiqué devant les journalistes le prêtre Francisco Javier Calvillo, qui dirige un refuge pour migrants à Ciudad Juarez.

« Nous sommes devenus le mur », s'insurge un internaute mexicain, en référence à la promesse de campagne du président américain de faire ériger un mur aux frais du Mexique.

Le ministre de la Défense mexicain a précisé que 6.500 hommes étaient également déployés à la frontière sud avec le Guatemala, pour empêcher le passage de milliers de migrants d'Amérique centrale qui cherchent à rejoindre les États-Unis, fuyant la violence et la misère dans leur pays.

Fin mai, le président américain Donald Trump avait menacé d'imposer des tarifs douaniers sur tous les produits mexicains importés aux États-Unis si Mexico ne freinait pas cette vague de migrants.

Source : AFP

Le Mexique signe un accord avec le Salvador pour freiner l'afflux migratoire

21 juin 2019

Alors que le Sénat mexicain a validé ce 19 juin après de longs débats l'accord scellé entre le Mexique et les États-Unis, le président mexicain Andrés Manuel Lopez a signé un autre accord, 24 heures plus tard, cette fois avec le président du Salvador, pour lancer des projets afin de freiner la vague migratoire issue d'Amérique centrale.

Andrés Manuel Lopez Obrador et Nayib Bukele, le jeune président salvadorien, ont donc signé un accord qui permet de lancer « Semer des vies ». Ce programme vise à planter des arbres dont le bois peut être revendu ou exploité, mais aussi à planter des arbres fruitiers.

Un budget de 30 millions de dollars dans le cadre de cet accord va être immédiatement débloqué par le Mexique, ce qui devrait permettre de créer 20 000 emplois selon les autorités mexicaines. Ce programme de développement va également être proposé au Guatemala et au Honduras.

Le Mexique annonce un budget total de 100 millions de dollars pour la mise en œuvre de ce plan qui devrait permettre de reboiser 200 000 hectares en Amérique centrale et de créer un total de 40 000 emplois. Selon le président mexicain, ce plan doit servir d'exemple dans d'autres régions du monde également sujettes à des problèmes migratoires.

Source : RFI

Le Mexique ratifie le nouveau traité de libre-échange avec les États-Unis et le Canada

20 juin 2019

Le Mexique a ratifié le nouvel accord de libre-échange nord-américain (AEUMC) avec le Canada et les États-Unis, devenant le premier pays à donner son feu vert à ce traité, malgré les récentes tensions avec Washington sur l'immigration.

Le texte a été approuvé par le sénat mexicain par 114 voix contre 4, et 3 abstentions, envoyant "un message clair en faveur d'une économie ouverte et d'une intégration économique approfondie dans la région", s'est félicité le ministère de l'Economie.

"Cela signifie des investissements étrangers au Mexique, des emplois au Mexique, un accès au marché américain pour nos produits" a commenté le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador.

Le président américain Donald Trump a félicité son homologue mexicain pour ce vote. "Félicitations au président Lopez Obrador. Le Mexique a voté pour ratifier l'AEUMC par une large majorité. C'est le moment pour le Congrès de faire pareil ici", a tweeté M. Trump.

Ce nouveau traité doit remplacer l'accord de libre-échange nord-américain (Alena), en vigueur depuis 1994 mais vivement critiqué par le président américain Donald Trump. Il doit permettre aux trois pays de continuer de s'échanger des milliards de biens et services sans droits de douane.

Sa ratification par le Mexique faisait peu de doute, l'Alena ayant contribué à faire du pays une puissance exportatrice au cours des 25 dernières années. Elle intervient toutefois dans un contexte tendu entre Mexico et Washington sur la question de l'immigration clandestine.

Donald Trump, qui a fait de la lutte contre l'immigration clandestine le fer de lance de sa présidence, avait mis son voisin sous pression fin mai en menaçant d'imposer des taxes douanières sur tous les produits mexicains importés aux Etats-Unis.

Le 7 juin, à l'issue de négociations ardues, les deux pays sont finalement parvenus à un accord. Le Mexique s'est notamment engagé à renforcer les contrôles à sa frontière avec le Guatemala, dans le sud du pays, et à accélérer le retour des migrants d'Amérique centrale vers leurs pays, dans l'attente que soient traitées leurs demandes d'asile aux Etats-Unis.

Source : AFP

Trump annonce le report d'une vague d'arrestations de sans-papiers

22 juin 2019

Donald Trump a annoncé samedi avoir reporté à la demande de l'opposition démocrate une vague d'arrestations de familles de sans-papiers, qui devait débiter dimanche dans une dizaine de grandes villes des Etats-Unis.

"A la demande des démocrates, j'ai reporté de deux semaines le processus de renvoi des immigrés illégaux (expulsion) pour voir si les démocrates et les républicains parviennent à trouver ensemble une solution aux problèmes de l'asile et à la frontière sud".

S'ils n'y parviennent pas, "les expulsions débiteront".

Donald Trump, qui a fait de la lutte contre l'immigration illégale un des marqueurs de sa présidence, avait promis lundi que la police migratoire commencerait à expulser la semaine prochaine "les millions" de clandestins installés aux Etats-Unis.

Selon des sources anonymes, l'opération devait porter sur 2.000 familles ayant omis de se présenter à des audiences devant des tribunaux ou ayant reçu des avis d'expulsion. Leur interpellation devait débiter à l'aube dimanche dans une dizaine de grandes villes.

Samedi, les élus de plusieurs villes avaient fait savoir qu'ils ne coopéreraient pas et des défenseurs des droits des migrants avaient commencé à prodiguer des conseils à ces familles pour leur permettre d'échapper à la police.

Donald Trump avait dénoncé une attitude encourageant "la criminalité". "Ils sont venus illégalement dans notre pays et nous les faisons sortir légalement. Nous les renvoyons chez eux", avait-il lancé.

Source : AFP

Pour Trump, une procédure de destitution "faciliterait" sa réélection en 2020

23 juin 2019

Donald Trump a estimé que l'ouverture d'une procédure de destitution contre lui augmenterait ses chances de remporter un second mandat en 2020, dans un entretien diffusé dimanche sur la chaîne NBC.

Le président américain, qui a lancé mardi sa campagne de réélection, a été interrogé sur les appels à le destituer lancés par des démocrates après la publication des conclusions de l'enquête russe.

Donald Trump a été visé pendant près de deux ans par une enquête portant sur des soupçons de collusion entre son équipe de campagne et la Russie lors de la dernière présidentielle. Il a toujours dénoncé une "chasse aux sorcières" destinée à lui nuire.

Dans son rapport d'enquête, publié en avril, le procureur spécial Robert Mueller a écrit ne pas avoir trouvé de preuves d'une quelconque entente. Il a revanche dressé la liste d'une série de pressions troublantes exercées par Donald Trump sur ses investigations.

Depuis, plusieurs démocrates réclament l'ouverture d'une procédure de destitution du président pour entrave à la justice. Mais les leaders du parti se montrent frileux face à cette proposition, vouée à l'échec compte tenu de la majorité républicaine au Sénat.

Source : AFP

Pour les braconniers des mers, "il est de plus en plus dur de se cacher"

13 juin 2019

Au premier étage d'un immeuble du centre de Washington, depuis son poste de travail, Lacey Malarky traque les navires de pêche qui profitent de l'immensité des océans pour commettre des infractions à l'abri des regards.

Elle utilise le site Global Fishing Watch, lancé par son employeur, l'ONG Oceana, avec Google et la société SkyTruth il y a moins de trois ans, pour retracer où 70.000 navires ont vogué depuis 2012.

Le site analyse les signaux GPS transmis par les bateaux et visualise leurs itinéraires sur une carte, afin de déterminer s'ils ont traversé une zone marine protégée, ou s'ils se trouvaient bien dans la zone correspondant aux poissons déclarés.

Grâce à des algorithmes, Global Fishing Watch peut même déterminer quel type de pêche un bateau a effectué : par chalut (un filet traînant sur le fond), par palangre (une longue ligne) ou à la senne (grand filet encerclant des bancs de poissons). A chaque type de pêche correspond une vitesse et une trajectoire... et des espèces spécifiques.

Mais les zones d'ombre sont encore nombreuses. Le système d'Identification automatique des navires (AIS), qui gère les signaux GPS, n'est pas obligatoire au niveau mondial pour les navires de pêche. Le grand large est très propice au trafic d'êtres humains : des esclaves modernes peuvent y être exploités pendant des mois, loin des inspecteurs des ports.

Source : AFP

En Colombie, 724 ex-combattants des FARC disparaissent dans la nature

24 juin 2019

En Colombie, 724 anciens combattants des FARC ont disparu, faisant craindre qu'ils n'aient rejoint d'autres groupes armés.

Les 724 ex-combattants auraient dû participer aux programmes de réinsertion prévus par l'accord de paix signé en 2016 entre le gouvernement colombien et la guérilla des FARC.

Mais ils se sont « *littéralement évaporés* », révèle le quotidien *El Tiempo*. Selon les informations du journal, cela fait des semaines que la commission tripartite, composée du gouvernement, des Nations unies et de l'ancienne guérilla devenue un parti politique cherchent ces ex-guérilleros partout à travers le pays.

Les 724 individus sont tous entraînés au maniement des armes. L'inquiétude est donc grande qu'ils puissent avoir rejoint une organisation illégale. D'autant plus que plusieurs anciens chefs de la guérilla ont également disparu.

Le gouvernement a alerté l'armée, ainsi que les autorités locales de plusieurs régions particulièrement en proie aux trafiquants de drogues et autres groupes armés.

En effet, depuis le début du processus de paix, plus de 1 600 ex-guérilleros ont dans un premier temps déposé les armes pour finalement rejoindre la dissidence.

Source : RFI

Colombie : le commandant Uriel ou la relève de l'ELN, ultime guérilla des Amériques

19 juin 2019

A peine âgé de 40 ans, le commandant Uriel, qui a rejoint la jungle et pris les armes pour faire la révolution en Colombie, incarne la nouvelle génération de l'ELN, l'Armée de libération nationale, dernière guérilla du continent américain.

Dans la clandestinité depuis deux décennies, il dirige le Front de guerre occidental "Che Guevara" de l'ELN, un des plus actifs et en expansion depuis la signature de la paix par la puissante rébellion des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) en 2016.

Dans un entretien accordé à l'AFP, le guérillero affirme que l'ELN ne renoncera ni aux ressources tirées des "impôts" sur les narco-trafiquants, ni aux mines anti-personnel, ni aux enlèvements - 12 otages seraient entre ses mains.

Après l'attentat à la voiture piégée qui a tué 22 élèves de l'école de police en janvier à Bogota, l'actuel chef de l'Etat Ivan Duque, soutenu par la droite dure, a juré de briser militairement cette guérilla.

Les positions inchangées de la guérilla sont de mauvais augure pour la résolution du plus ancien conflit des Amériques, qui au fil des décennies a impliqué une trentaine de rébellions de gauche, des paramilitaires d'extrême droite, des gangs de trafiquants de drogue et les forces de l'ordre, faisant plus de 8 millions de victimes (morts, disparus et déplacés).

L'ELN est aujourd'hui la dernière guérilla active des Amériques, depuis la dissolution des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc, marxiste), qui ont signé la paix en 2016 et désarmé quelque 7.000 combattants, avant de se transformer en parti politique sous le même acronyme.

Le département du Choco (ouest), le plus pauvre de Colombie, est l'épicentre d'un conflit territorial entre l'ELN et le Clan del Golfo, principal gang de narcotrafiquants du pays. Il est aussi l'un des points de départ stratégiques des envois de cocaïne du Pacifique colombien vers l'Amérique centrale et les États-Unis.

Les affrontements entre l'ELN et le Clan del Golfo suscitent la terreur. Entre 2017 et 2018, il y a eu 21.100 déplacés dans le Choco, selon le registre officiel des victimes. Il est à craindre que d'autres doivent fuir leurs terres d'ici peu.

Les autorités accusent la guérilla d'enrôler beaucoup de force.

Le commandant Uriel le nie.

L'ELN compte 2.300 combattants. Des effectifs relativement modestes comparés aux 265.000 militaires, sans compter la police. La guérilla voit ses effectifs croître progressivement.

Le chef rebelle explique que l'ELN ne renoncera pas à l'utilisation de mines anti-personnel, dont la dissémination pendant cinq décennies a tué ou mutilé 11.440 personnes depuis 1990, faisant de la Colombie le pays le plus touché par ce fléau après l'Afghanistan.

Source : AFP

Brésil : l'affaire Aerococa plombe la cote de Bolsonaro

28 juin 2019

Le gouvernement de Jair Bolsonaro dans la tourmente avec l'affaire « Aerococa ». Une enquête a été ouverte en Espagne après que 39 kg de cocaïne ont été retrouvés dans la valise d'un militaire de la délégation du président brésilien, en route pour le G20 à Osaka.

Le militaire, membre des forces aériennes brésiliennes depuis 19 ans, risque jusqu'à cinq ans de prison.

Une affaire qui tombe mal pour le gouvernement de Jair Bolsonaro, élu sur ses promesses de transparence et de lutte contre le crime organisé.

Cette nouvelle affaire, six mois après la prise de fonction de Jair Bolsonaro, porte un nouveau coup dur à sa popularité. Selon un dernier sondage Ibope, l'opinion négative du gouvernement passe de 27 à 32%.

Source : RFI

Brésil : à São Paulo, une immense Marche des fiertés pour défier le président Jair Bolsonaro

25 juin 2019

A l'occasion de la 23^e édition de la Marche des fiertés, un impressionnant défilé a eu lieu dans les rues de São Paulo, dimanche, rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes. Une fête immense et un pied de nez au pouvoir.

Cette impressionnante Marche des fiertés a été nommée plus grande Gay Pride au monde par le Guinness des records en 2006. Aujourd'hui encore, ce défilé est l'un des plus importants de la planète pour défendre les droits des personnes LGBTI.

Mais cette année, avec l'arrivée au pouvoir du président d'extrême droite [Jair Bolsonaro](#), la fête avait un message particulièrement politique à faire passer.

Jair Bolsonaro, élu en octobre 2018, est connu pour ses propos ouvertement homophobes.

Récemment, le dirigeant nationaliste a estimé que la décision de la Cour suprême brésilienne de criminaliser l'homophobie était une "erreur". Il craint également que le Brésil devienne "un paradis du tourisme gay". "Le Brésil ne peut pas être le pays de tous les gays du monde. Nous avons des familles", a-t-il défendu.

Source : France Info

Venezuela : le gouvernement affirme avoir déjoué un coup d'État militaire

27 juin 2019

Ce n'est pas la première fois que le ministre de la Communication se présente en direct à la télévision pour annoncer qu'un coup d'État a été déjoué.

Le gouvernement vénézuélien a annoncé mercredi 26 juin au soir avoir déjoué une tentative de coup d'État militaire.

Selon le ministre de la communication, Jorge Rodriguez, ce soulèvement orchestré par plusieurs militaires, majoritairement retraités et en exil, prévoyait l'assassinat du président Nicolas Maduro et aurait reçu l'aide des États-Unis, de la Colombie et du Chili.

Source : France Info

Venezuela : l'ONU appelle à "libérer" les opposants détenus

22 juin 2019

La Haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU Michelle Bachelet a appelé vendredi à la "libération" des opposants emprisonnés au Venezuela, pays dont la situation humanitaire est "grave". Elle a aussi annoncé la désignation de délégués chargés de surveiller la situation des droits humains dans le pays.

Peu avant, le président Nicolas Maduro, qu'elle a rencontré, s'est engagé à examiner "avec sérieux" les recommandations que Michelle Bachelet formulera dans un rapport à venir. Selon l'ONG Foro Penal, il y a près de 700 "prisonniers politiques".

D'autre part, "la situation humanitaire est grave" et elle "affecte de nombreuses personnes" dans ce pays latino-américain frappé de plein fouet par la pire crise sociale et économique de son histoire récente, a dit Mme Bachelet.

La récession qui se traduit entre autres par une hyperinflation, des pénuries et des coupures de courant à répétition a poussé 4 millions de Vénézuéliens à émigrer depuis 2015, selon l'ONU. Quelque 7 millions de personnes, soit un quart de la population, a besoin d'une aide humanitaire d'urgence, toujours d'après les Nations unies.

Au plan politique, le pays vit au rythme du bras de fer entre Nicolas Maduro et le chef de file de l'opposition Juan Guaido, depuis que ce dernier s'est autoproclamé président par intérim le 23 janvier et qu'il a été reconnu comme tel par une cinquantaine de pays, dont les Etats-Unis.

Juan Guaido qualifie Nicolas Maduro de "dictateur" et d'"usurpateur", car il est parvenu à se maintenir au pouvoir à la faveur de l'élection présidentielle "frauduleuse" de l'an dernier. Michelle Bachelet a appelé au dialogue entre gouvernement et opposition et a appuyé la médiation de la Norvège, où des délégués des deux camps se sont entretenus en face-en-face.

Michelle Bachelet a enfin critiqué les sanctions prises par l'administration de Donald Trump et destinées à mettre encore davantage de pression sur Nicolas Maduro. "Je suis inquiète de ce que les sanctions imposées cette année par les Etats-Unis sur les exportations de pétrole et le commerce de l'or exacerbent et aggravent la crise économique".

Source : AFP

Venezuela : plus de 3 millions d'enfants ont besoin d'aide pour accéder à des services de base (UNICEF)

7 juin 2019

Environ 3,2 millions d'enfants ont besoin d'aide au Venezuela, a annoncé le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

L'UNICEF craint que la situation actuelle au Venezuela ait réduit l'accès des enfants aux services essentiels et accru leur vulnérabilité, effaçant ainsi des décennies de progrès.

La mortalité infantile a augmenté de moitié entre 2014 et 2017.

Les centres médicaux fonctionnent au minimum de leur capacité à cause de la pénurie de médicaments.

Faute de pièces détachées, les unités de santé mobile et les ambulances ne peuvent plus se déplacer. Cette situation est aggravée par le nombre important de médecins, d'infirmières et d'infirmiers qui ont quitté le pays.

Les femmes enceintes ont du mal à obtenir les soins nécessaires. À mesure que la pénurie d'essence s'aggrave, elles ne peuvent parfois pas même se rendre dans les centres de santé. L'UNICEF a livré 55 tonnes de fournitures sanitaires depuis le début de l'année. Ces articles ont été distribués à 25 hôpitaux des États les plus touchés.

Les récents envois de fournitures sanitaires portent à près de 200 tonnes l'aide humanitaire expédiée par l'UNICEF au Venezuela au cours des 12 derniers mois. L'agence a également fourni un accès à de l'eau potable à plus de 400.000 personnes, mais aussi des comprimés vermifuges à 4,3 millions d'enfants et de femmes enceintes ou allaitantes.

Il y a aussi des millions de doses de vaccin.

L'UNICEF est présent au Venezuela depuis presque 30 ans. Face aux effets dévastateurs d'une crise économique et politique, elle a renforcé sa présence sur le terrain, ajoutant des bureaux à proximité des frontières avec la Colombie et le Brésil.

L'Agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont annoncé que le nombre de Vénézuéliens quittant leur pays a atteint 4 millions. À l'échelle mondiale, les Vénézuéliens constituent désormais l'un des plus importants groupes de population déplacés de leur pays.

« Ces chiffres alarmants soulignent le besoin urgent de soutenir les communautés locales dans les pays d'accueil », a déclaré Eduardo Stein, Représentant spécial conjoint HCR-OIM pour les réfugiés et migrants vénézuéliens.

« Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes font leur part pour répondre à cette crise sans précédent, mais on ne peut pas s'attendre à ce qu'ils continuent à le faire sans l'aide internationale », a ajouté M. Stein.

Les pays d'Amérique latine accueillent la grande majorité des Vénézuéliens, dont 1,3 million en Colombie, suivis du Pérou avec 768.000, du Chili 288.000, de l'Équateur 263.000, du Brésil 168.000 et de l'Argentine 130.000.

Face à cet important afflux, les gouvernements de la région ont mis en place des mécanismes pour coordonner leurs interventions et faciliter l'inclusion des citoyens vénézuéliens.

Le Processus de Quito, qui rassemble les pays d'Amérique latine touchés par l'afflux de réfugiés et de migrants vénézuéliens, en est l'un des principaux instruments.

En complément de ces efforts, un Plan régional d'intervention humanitaire pour les réfugiés et les migrants a été lancé en décembre dernier pour venir en aide à 2,2 millions de Vénézuéliens et 580.000 personnes dans les communautés hôtes de 16 pays.

Source : ONU

EURASIE

Dans l'est de l'Ukraine, les belligérants amorcent un désengagement historique

27 juin 2019

L'est de l'Ukraine est toujours divisé par la guerre qui fait rage depuis 2014. Plus de 13 000 personnes y ont perdu la vie, selon l'ONU. La première des conditions d'un règlement politique, l'établissement d'un cessez-le-feu, n'a jamais été respectée. Mais cela pourrait changer : la mission de l'OSCE a encadré une amorce de retrait des belligérants de la ligne de front.

Le retrait des troupes concerne un point de passage fréquenté par plus de 10 000 civils par jour. Les belligérants s'y sont fait face pendant plus de quatre ans à 400 mètres de distance, ils seront maintenant à 2 kilomètres les uns des autres. Les échauffourées devraient, en toute logique, diminuer.

Bien qu'il soit très localisé, ce désengagement est historique. L'arrêt des combats est une priorité du nouveau président ukrainien. La relance des négociations de paix avec les forces séparatistes pro-russes et la Russie n'est pas encore actée : Vladimir Poutine continue de nier son intervention en Ukraine, malgré des preuves.

Source : RFI

Retour tumultueux de la Russie l'Assemblée du Conseil de l'Europe

25 juin 2019

Après cinq ans d'absence depuis l'annexion en 2014 de la Crimée, la Russie a fait mardi son grand retour à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), malgré les vives contestations de Kiev qui a claqué la porte de l'hémicycle de cette organisation paneuropéenne de défense des droits de l'Homme et de la démocratie.

En Russie, le ton était triomphant. Le sénateur néerlandais s'est lui réjoui du retour de ses collègues russes. La majorité des membres aspirait à sortir le Conseil d'une longue crise ayant pesé sur son fonctionnement, préférant garder la Russie au sein d'une des rares organisations européennes dont elle fait partie.

Source : AFP

Le Pentagone annonce une aide militaire de 250 millions de dollars à l'Ukraine

18 juin 2019

Le Pentagone a annoncé avoir accordé une assistance militaire d'un montant de 250 millions de dollars à l'Ukraine, destinée à renforcer les capacités navales et terrestres de cette ex-république soviétique.

Cette nouvelle aide, qui porte à 1,5 milliard de dollars l'assistance militaire des États-Unis à l'Ukraine depuis 2014, permettra de fournir notamment à l'armée ukrainienne des armements et

des radars, alors que le conflit armé avec les séparatistes pro-russes dans l'est du pays a fait près de 13 000 morts en cinq ans.

Source : RFI

Face au mécontentement, Poutine promet d'augmenter le niveau de vie des Russes

20 juin 2019

Vladimir Poutine, confronté à un contentement croissant, a promis aux Russes jeudi de mettre fin à la baisse de leur niveau de vie lors de sa traditionnelle session de questions-réponses en direct à la télévision.

La "Ligne directe" avec le président donne lieu chaque année à des promesses de régler les problèmes quotidiens de la population, à des remontées de bretelles de responsables régionaux ainsi qu'à des confidences sur la vie privée du maître du Kremlin.

Le président a vu le mécontentement de la population croître depuis l'annonce de mesures impopulaires il y a tout juste un an, comme le relèvement de l'âge de la retraite ou la hausse de la TVA. M. Poutine a reconnu des difficultés provisoires liées à ces mesures mais assuré qu'elles commençaient à porter leurs fruits.

Il a promis d'augmenter le niveau de vie de la population qui baisse sans discontinuer depuis plusieurs années et a assuré vouloir régler des problèmes pressants comme l'état du système de santé ou le problème des ordures.

Selon l'institut indépendant Levada, les 2/3 des Russes approuvent la politique de leur président, un chiffre élevé mais en net retrait après avoir évolué entre 80% et 90% après l'annexion de la Crimée en 2014.

Alors que le pays est frappé depuis 2014 par des sanctions économiques européennes et américaines sans précédent en raison de la crise ukrainienne, "la pauvreté est devenue une honte pour la Russie", a déclaré l'influent chef de la Chambre des comptes russe, Alexeï Koudrine, estimant qu'elle concernait plus de 12 millions de personnes sur 146 millions d'habitants.

Si les autorités russes n'ont pas été jusqu'alors confrontées à un mouvement social d'ampleur, le mécontentement s'est exprimé ces derniers mois dans une série de contestations locales sur des sujets de proximité comme le traitement des déchets ou la construction d'une cathédrale dans l'Oural.

La politique étrangère de Russie préoccupe aussi les esprits des Russes au moment où les relations entre Moscou et les Occidentaux sont au plus bas depuis la fin de la Guerre froide, empoisonnées par des désaccords sur la Syrie et l'Ukraine, des scandales d'ingérence électorale présumée et d'espionnage.

Source : AFP

Géorgie : des milliers de manifestants malgré les promesses du gouvernement

24 juin 2019

Des milliers de manifestants antigouvernementaux se sont rassemblés lundi soir dans la capitale géorgienne pour la cinquième journée consécutive de protestations, malgré les promesses du parti au pouvoir de réformer en profondeur le système électoral.

Plus tôt lundi, après quatre jours de manifestations, l'oligarque et chef du parti au pouvoir Bidzina Ivanichvili a annoncé une "réforme politique de grande ampleur" applicable dès les élections législatives de 2020.

Il cède ainsi à une des revendications des manifestants qui se rassemblent quotidiennement depuis la semaine dernière dans ce pays du Caucase.

L'homme le plus riche du pays a ajouté qu'il n'y aurait pas de seuil minimum requis pour entrer au Parlement, qui sera élu au scrutin proportionnel.

Pour l'opposition, le système électoral actuel favorise le parti du Rêve géorgien, fondé par M. Ivanichvili et au pouvoir depuis 2012. Si le milliardaire répond là à une demande de l'opposition, il n'a visiblement pas réussi à totalement apaiser les protestataires, qui réclament aussi la tenue de législatives anticipées et la démission du puissant ministre de l'Intérieur.

Si beaucoup de manifestants se sont réjouis des concessions du gouvernement, ils sont néanmoins déterminés à maintenir leur pression pour que leurs autres demandes soient satisfaites. "Notre but est la fin des oligarques en Géorgie", a déclaré à l'AFP Chota Nodia, un libraire de 45 ans.

Les manifestations ont commencé après le discours polémique d'un député russe devant le Parlement géorgien, alors que les relations sont toujours très tendues entre Tbilissi et Moscou, plus de dix ans après la brève guerre entre les deux pays en août 2008.

Les manifestations ont continué les jours suivants et se sont transformées en un mouvement de colère contre Bidzina Ivanichvili et le président russe Vladimir Poutine, les protestataires dénonçant la proximité entre l'homme d'affaire géorgien et la Russie.

La crise politique a pris un tournant géopolitique après la décision de Vladimir Poutine d'interdire à partir du 8 juillet les vols des compagnies aériennes russes vers la Géorgie, en réponse, selon les autorités russes, à une "provocation russophobe".

En 2008, l'armée russe était intervenue sur le territoire géorgien pour soutenir la petite Ossétie du Sud, région séparatiste prorusse, où Tbilissi avait lancé une opération militaire. Depuis, des troupes russes sont stationnées en Ossétie du Sud et dans l'autre territoire séparatiste prorusse, l'Abkhazie. La Russie a reconnu l'indépendance de ces deux territoires qui jouxtent sa frontière.

Source : AFP

Albanie : l'opposition manifeste sans incident contre le Premier ministre

22 juin 2019

Des milliers de personnes ont, dans une rare manifestation sans incident, réclamé une nouvelle fois vendredi à Tirana que le Premier ministre socialiste Edi Rama quitte le pouvoir.

"L'heure de la vérité est venue, le départ de Rama et de ceux qui ont manipulé les résultats des élections n'est pas négociable", a déclaré à la foule le leader du Parti démocratique (opposition).

L'opposition réclame depuis des mois le départ du Premier ministre, qu'elle accuse de corruption et d'être lié au milieu.

La droite refuse par ailleurs des municipales prévues le 30 juin.

Jeudi, quinze arrestations ont été annoncées par la police et une cinquantaine de poursuites judiciaires lancées lors de tensions pendant la campagne électorale.

Une école a été incendiée à Shkodra (nord).

Depuis mardi, des militants de l'opposition de droite entreprennent d'entrer de force dans les bureaux de vote, souvent installés dans les écoles, pour y détruire le matériel électoral.

Le 8 juin, le président Ilir Meta a annulé ce scrutin au nom de la stabilité du pays.

Mais le Parlement a déclaré cette décision "anticonstitutionnelle" et entrepris de le destituer, décision qui devrait être validée par une Cour constitutionnelle qui n'est plus fonctionnelle.

Un seul de ses juges a passé avec succès le processus de vérification du patrimoine et de la probité des magistrats prévu dans le cadre d'une réforme judiciaire.

Les accusations contre le pouvoir ont redoublé cette semaine après la publication dans les médias d'écoutes téléphoniques entre des fonctionnaires et de hauts dirigeants socialistes, y compris Edi Rama.

Datant de 2016, elles démontrent aux yeux de l'opposition la corruption, les pressions sur l'administration et la fraude électorale dont se serait rendu coupable le pouvoir.

Edi Rama réfute tout fait délictuel et accuse l'opposition de mettre en péril l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne.

Source : AFP

Contrefaçon : des réseaux criminels plus professionnels et davantage de fabrication en Europe

12 juin 2019

Les activités criminelles liées à la contrefaçon sont menées par "des réseaux de crime organisé de plus en plus professionnalisés" et la fabrication en Europe de produits contrefaits est "une tendance croissante", selon une étude publiée mercredi.

Dans l'Union européenne, les contrefaçons et les produits pirates pourraient représenter jusqu'à 6,8% des importations pour une valeur de 121 milliards d'euros. Ce montant est en "nette augmentation ces dernières années", affirment l'organisme de coopération policière Europol et l'agence européenne de protection de la propriété intellectuelle EUIPO.

"Une gamme de plus en plus diversifiée de contrefaçons et de produits pirates est disponible sur le marché de l'UE", constatent les deux organismes.

"Outre les habituels articles de luxe, une vaste gamme de produits de consommation courante est désormais dans la ligne de mire des contrefacteurs", selon cette étude.

"Bien que la majorité des contrefaçons sur le marché de l'UIE soient produites en dehors de l'Europe, en particulier dans certaines régions d'Asie, la fabrication nationale au sein de l'Europe est une tendance croissante", selon un communiqué commun d'Europol et de l'EIPO.

Le rapport relève que dans le cas des médicaments contrefaits, les contrefacteurs "emploient des travailleurs hautement qualifiés et mettent en place leurs propres chaînes de production". En outre, certains groupes organisés de contrefaçon de produits "produisent également différents types de drogues de synthèse", selon Europol et l'EIPO.

Source : AFP

Allemagne : le plus grand marché de drogues en ligne démantelé

28 juin 2019

La police allemande a annoncé ce 28 juin avoir démantelé le plus grand marché en ligne du pays pour la vente de stupéfiants ainsi que les arrestations de 11 ressortissants allemands, néerlandais et polonais.

La police et le parquet allemands ont indiqué avoir mis environ un an à démanteler le marché en ligne « Chemical revolution », dirigé par un Allemand de 26 ans et qui vendait amphétamines, cocaïne, héroïne, cannabis, ecstasy, LSD et autres drogues de synthèses. Le trafic s'effectuait en bitcoins, une cybermonnaie.

En mai, les autorités avaient déjà annoncé le démantèlement du « 2^e plus gros marché darknet » du monde où étaient en vente drogues, données et documents falsifiés. Le "darknet" correspond à une partie d'Internet non référencée sur les moteurs de recherche et utilisant des protocoles censés garantir notamment l'anonymat des utilisateurs, permettant toutes sortes de trafics.

En France, la plus importante plateforme du « darknet » francophone, le forum French Deep Web-Market, carrefour de la vente illégale de drogues, d'armes et de faux papiers, a été démantelé début juin 2019.

Source : RFI

Opération coup de poing et manifestation contre le charbon en Allemagne

21 juin 2019

"Il n'y a pas de planète B" : plusieurs dizaines de milliers de manifestants venus de toute l'Europe se sont mobilisés en Allemagne contre l'énergie charbonnée, lycéens et étudiants défilant à Aix-la-Chapelle tandis qu'une opération coup de poing visait à paralyser une mine de charbon.

Cette nouvelle journée de mobilisation massive s'inscrit dans le cadre d'un mouvement européen porté principalement par la jeunesse, exigeant des dirigeants du monde entier des actes concrets pour la planète.

Tenant leur première manifestation internationale, entre 20.000 et 40.000 collégiens, lycéens et étudiants, respectivement selon la police et les organisateurs, venus de 16 pays, ont défilé dans l'après-midi à Aix-la-Chapelle, à la confluence de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Belgique.

Plusieurs de ces jeunes manifestants ont assuré vouloir rejoindre l'action anti-charbon, dans le bassin minier rhénan. C'est là que se situe la mine de Garzweiler, où des militants plus âgés et plus aguerris ont tenté d'organiser leur opération coup de poing annuelle, effectuée depuis 2015, contre une mine de charbon.

Le mouvement anti-charbon a gagné en importance en Allemagne depuis que la sortie du nucléaire décidée en 2011 a prolongé la dépendance du pays à ce minerai.

Le charbon est une énergie meilleur marché et plus facile à acheminer que l'éolien ou le solaire, et qui représente encore près de 40% de la production allemande d'électricité.

Le gouvernement allemand vient seulement de décider son abandon d'ici 2038, échéance jugée trop lointaine par les activistes, et dépourvue pour l'heure d'un calendrier précis pour fermer mines et centrales.

Source : AFP

Allemagne : l'élimination des poussins mâles reste autorisée provisoirement

13 juin 2019

La plus haute juridiction administrative allemande a jugé mardi que la filière avicole pouvait continuer d'éliminer par millions les poussins mâles jusqu'à l'avènement de méthodes permettant le sexage dans l'œuf à grande échelle.

La Cour administrative fédérale devait trancher si tuer, par broyage généralement, les poussins mâles, était en conformité avec l'article premier de la loi sur la protection des animaux, selon laquelle "personne n'est en droit d'infliger aux animaux des douleurs, souffrances ou dommages sans motif raisonnable".

"La pratique actuelle (d'éliminer les poussins mâles, ndlr) repose sur un motif raisonnable jusqu'à l'apparition, dans un délai a priori rapproché, de méthodes pour déterminer le sexe dans l'œuf", a dit la juge Renate Philipp.

Comme les deux instances précédentes, la juridiction a estimé que les intérêts économiques des éleveurs de poules pondeuses primaient dans l'immédiat, ceux-ci estimant que les mâles n'ont pas d'utilité dans la filière et coûtent trop cher à élever. Chaque année, 45 millions de ces oisillons sont tués.

Source : AFP

PLANETE GLOBALE

35 millions de personnes souffrent de troubles liés à l'usage de drogues (ONUDD)

26 juin 2019

De meilleures recherches et des données plus précises ont révélé que les conséquences néfastes de l'usage de drogues sur la santé sont plus graves et plus répandues qu'on ne le pensait auparavant, selon le dernier Rapport mondial sur les drogues, publié par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD).

D'après ce rapport, quelque 35 millions de personnes dans le monde souffrent de troubles liés à la consommation de drogues et ont besoin d'un traitement.

Le rapport estime à 53 millions le nombre d'usagers d'opioïdes, soit 56 % de plus que les estimations précédentes.

Les opioïdes sont responsables des deux tiers des 585.000 décès dus à l'usage de drogue en 2017.

Au niveau mondial, 11 millions de personnes se sont injectées des drogues en 2017, dont 1,4 million vivent avec le VIH et 5,6 millions avec l'hépatite C.

Selon les estimations, la fabrication illicite mondiale de cocaïne a atteint un niveau record de 1.976 tonnes en 2017, soit 25% de plus que l'année précédente.

Dans le même temps, la quantité mondiale de cocaïne saisie en 2017 a augmenté de 13% pour atteindre 1.275 tonnes, soit la quantité la plus importante jamais enregistrée.

La crise de surdose d'opioïdes synthétiques en Amérique du Nord a également atteint de nouveaux sommets en 2017, avec plus de 47.000 décès par surdose d'opioïdes enregistrés aux États-Unis, une augmentation de 13% par rapport à l'année précédente, et 4.000 décès liés aux opioïdes au Canada, une augmentation de 33% comparativement à 2016.

Le fentanyl et ses analogues demeurent le principal problème de la crise des opioïdes synthétiques en Amérique du Nord, mais l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et l'Afrique du Nord sont aux prises avec un autre opioïde synthétique, le tramadol.

Les saisies mondiales de tramadol sont passées de moins de 10 kilogrammes en 2010 à près de 9 tonnes en 2013 et ont atteint un niveau record de 125 tonnes en 2017.

La drogue la plus consommée dans le monde reste le cannabis, avec environ 188 millions de personnes ayant consommé cette drogue en 2017.

Le rapport montre qu'un domaine dans lequel la communauté internationale a connu un certain succès est celui de la lutte contre les nouvelles substances psychoactives.

Les nouvelles substances psychoactives n'ont pas été utilisées sur le marché comme on le craignait il y a quelques années, et la communauté internationale a réagi en temps opportun.

Source : ONU

Record mondial : plus de 70 millions de réfugiés et déplacés fin 2018, selon l'ONU

19 juin 2019

Le monde comptait fin 2018 70,8 millions de déplacés à cause des guerres ou persécutions, un record ne reflétant pas l'ampleur de l'exode des Vénézuéliens car seule une minorité demande l'asile, a annoncé l'ONU.

Le rapport annuel du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) souligne que 2018 a été marquée par la forte progression des déplacements internes en Ethiopie, suite à des violences intercommunautaires, et par une hausse des demandes d'asile des Venezueliens. Le conflit syrien a continué de produire un grand nombre de réfugiés et déplacés.

Les violences au Nigeria ont également été une source importante de déplacements. Le rapport relève que le nombre total des "déracinés" dans le monde -- comptabilisant les réfugiés (25,9 millions, les déplacés internes (41,3 millions) et les demandeurs d'asile (3,5 millions) -- a progressé de 2,3 millions par rapport à 2017.

"Une fois de plus, les tendances vont dans la mauvaise direction. De nouveaux conflits (...) viennent s'ajouter aux anciens", a déclaré le Haut-Commissaire, Filippo Grandi, appelant le Conseil de sécurité de l'ONU à être plus uni afin de résoudre les conflits.

Le nombre de déplacés et réfugiés dans le monde est reparti à la hausse depuis 2009, enregistrant une forte progression entre 2012 et 2015 avec le conflit syrien. Colombiens et Syriens sont les déplacés internes les plus nombreux.

En ce qui concerne les réfugiés, 5,5 millions sont des Palestiniens, qui relèvent de la compétence de l'UNRWA. Les autres proviennent, pour une grande majorité, de cinq pays: Syrie, Afghanistan, Soudan du Sud, Birmanie et Somalie.

La Turquie est le pays qui héberge la plus grande population de réfugiés au monde (3,7 millions), suivi du Pakistan, de l'Ouganda, du Soudan et de l'Allemagne. M. Grandi a d'ailleurs salué la politique migratoire de la chancelière Angela Merkel, qui avait pris la décision d'ouvrir les frontières de son pays à des centaines de milliers de candidats à l'asile.

Source : AFP

Population mondiale : 9,7 milliards de personnes en 2050

18 juin 2019

La population mondiale devrait atteindre 9,7 milliards de personnes en 2050 contre 7,7 milliards aujourd'hui, avec un doublement des habitants de l'Afrique subsaharienne, selon un rapport de l'ONU.

Le rapport confirme par ailleurs le vieillissement de la population mondiale en raison d'une espérance de vie croissante et d'une baisse de la fécondité. Et le nombre de pays connaissant une réduction de taille de la population augmente.

Dans ses prédictions, l'ONU prévoit que la population en Chine devrait diminuer de 31,4 millions.

Un afflux de migrants devrait être constaté au Belarus, en Estonie, Allemagne, Hongrie, Italie, au Japon, en Russie, Serbie et Ukraine, contribuant à compenser les pertes de population.

D'ici à 2050, plus de la moitié de la croissance projetée de la population mondiale se concentrera dans 9 pays : Inde, Nigeria, Pakistan, République démocratique du Congo, Ethiopie, Tanzanie, Indonésie, Egypte et Etats-Unis.

L'indice de fécondité global devrait encore diminuer pour s'établir à 2,2 en 2050. Ce dernier taux approche du niveau de fécondité de 2,1 naissances par femme qui est nécessaire pour assurer le remplacement des générations et éviter le déclin de la population à long terme en l'absence d'immigration, selon l'ONU.

Concernant l'espérance de vie, les habitants des pays les plus pauvres vivent encore sept ans de moins que la moyenne mondiale. Elle devrait s'établir à 77,1 ans en 2050 contre 72,6 ans en 2019, indique le rapport. En 1990, cette espérance de vie était de 64,2 ans.

Source : AFP

Une personne sur trois dans le monde n'a pas accès à de l'eau salubre

18 juin 2019

Des milliards de personnes dans le monde ne bénéficient toujours pas d'un accès approprié à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, d'après un nouveau rapport conjoint de l'UNICEF et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Quelques 2,2 milliards de personnes ne disposent pas de services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité, 4,2 milliards sont privés de services d'assainissement gérés en toute sécurité et 3 milliards ne possèdent même pas d'installations de base pour se laver les mains.

Des maladies qui auraient dû appartenir depuis longtemps au passé continueront de frapper : diarrhée, choléra, typhoïde, hépatite A...

Dans 39 pays, pour la plupart en Afrique subsaharienne, le nombre de personnes déféquant à l'air libre a augmenté du fait de la forte croissance démographique.

Source : ONU

L'ONU appelle à mettre fin aux inégalités entre les sexes au sein des familles

25 juin 2019

Si les droits des femmes ont progressé au cours des dernières décennies, les familles sont aussi un lieu où la violation des droits humains fondamentaux et les inégalités entre les sexes perdurent, selon un nouveau rapport d'ONU-Femmes publié mardi.

« Nous constatons que des efforts concertés sont entrepris partout dans le monde pour nier l'action des femmes et leur droit de prendre leurs propres décisions, au nom de la protection des 'valeurs familiales'.

Et pourtant, grâce aux recherches effectuées et aux informations probantes recueillies, nous savons qu'il n'existe aucune forme de famille 'standard' et qu'il n'y en a jamais eu », a déclaré Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU-Femmes.

Le rapport fait ressortir la diversité des familles qui existent à travers le monde et fournit des recommandations solides visant à garantir que les lois et les politiques soutiennent les familles d'aujourd'hui et répondent aux besoins de tous leurs membres, surtout des femmes et des filles.

Parmi les tendances qui ont été observées, certains éléments sont à retenir. Ainsi l'âge du mariage a augmenté dans toutes les régions, alors que les taux de natalité ont baissé et que les femmes bénéficient d'une autonomie économique accrue.

Le rapport montre aussi que les familles peuvent générer des conflits, des inégalités et, trop souvent, de la violence. Aujourd'hui encore, trois milliards de femmes et de filles vivent dans des pays où le viol au sein d'un couple marié n'est pas expressément considéré comme une infraction.

Mais les injustices et les violations prennent aussi d'autres formes. Dans 1 pays sur 5, les filles n'ont pas les mêmes droits d'héritage que les garçons, alors que dans d'autres (19 au total) les femmes sont tenues par la loi d'obéir à leur mari.

Les femmes continuent d'entrer sur le marché du travail en grand nombre, mais le mariage et la maternité diminuent leurs taux de participation à ce marché, ainsi que les revenus et les avantages qui en découlent.

Source : ONU

En zone de conflit, une personne sur cinq souffre de troubles mentaux (OMS)

12 juin 2019

De nouvelles données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) publiées dans la revue scientifique *The Lancet* révèlent les effets de vivre en zone de conflit sur la santé mentale.

Une personne sur 5 vit avec une forme de trouble mental, allant d'une dépression légère ou d'une anxiété à une psychose.

Près d'une personne sur dix vit avec un trouble mental modéré ou grave.

Ces chiffres sont significativement plus élevés si on les compare à la prévalence de ces maladies dans la population générale.

Selon les estimations de l'ONU, en 2019, près de 132 millions de personnes dans 42 pays du monde auront besoin d'une assistance humanitaire résultant d'un conflit ou d'une catastrophe. Près de 69 millions de personnes dans le monde ont été déplacées de force par la violence et les conflits, le nombre le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale.

En 2019, l'OMS s'occupe de la santé mentale là où la population est touchée par des urgences de grande ampleur dans le monde, comme au Bangladesh, en Iraq, en Jordanie, au Liban, au Nigéria, au Soudan du Sud, en Syrie, en Turquie, en Ukraine, en Cisjordanie ou encore dans la bande de Gaza.

Dans de nombreux pays du monde, l'ignorance concernant la santé mentale et la maladie mentale reste largement répandue.

La majorité des personnes qui vivent dans des situations de de conflit n'ont pas accès aux soins de santé mentale. Donc il reste beaucoup à faire.

Source : ONU

La FAO appelle à stopper le travail des enfants dans l'agriculture (108 millions dans le monde)

12 juin 2019

A l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants, la FAO a exhorté les nations à allouer davantage de ressources financières à la lutte contre le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement alimentaires et dans l'agriculture de subsistance, qui représente le premier secteur de l'agriculture où le travail des enfants est majoritaire.

Actuellement, presque toutes les ressources allouées à la lutte contre le travail des enfants sont orientées vers les actions contre le travail des enfants dans les chaînes de production mondiales, alors que les situations de travail infantile à l'échelle des petits producteurs sont globalement négligées, a averti l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Des 152 millions d'enfants en situation de travail infantile dans le monde, plus de 70%, à savoir 108 millions de filles et de garçons entre 5 et 17 ans, travaillent dans l'agriculture, l'élevage, la foresterie, la pêche ou l'aquaculture. Le nombre d'enfants en situation de travail infantile dans l'agriculture a augmenté de 10 millions depuis 2002.

Parmi les facteurs clés qui contribuent au travail des enfants en zone rurale, citons les faibles revenus familiaux et la pauvreté des ménages, le peu d'alternatives aux moyens d'existence, un faible accès à l'éducation et une application limitée du droit du travail.

Source : ONU

Mariage précoce : 115 millions de garçons et d'hommes mariés durant leur enfance à travers le monde (UNICEF)

7 juin 2019

Quelque 115 millions de garçons et d'hommes à travers le monde auraient été mariés durant leur enfance, dont 23 millions avant l'âge de 15 ans, a indiqué l'UNICEF.

Les enfants les plus à risque d'être victimes de mariage précoce viennent des foyers les plus pauvres, vivent en zone rurale et sont peu ou pas instruits du tout.

Les mariages précoces soumettent les jeunes pères à la pression de subvenir aux besoins de leur famille, les contraignant à abandonner leurs études et les privant d'occasions professionnelles. L'étude repose sur des données issues de 82 pays et révèle que le mariage précoce chez les garçons est prévalent dans plusieurs pays à travers le monde.

Selon les données, la République centrafricaine est le pays qui enregistre la prévalence la plus élevée de mariages d'enfants chez les garçons (28%), suivie par le Nicaragua (19%) et Madagascar (13%).

Ces nouvelles estimations portent le nombre total d'enfants mariés dans le monde à 765 millions.

Les filles continuent toutefois d'être disproportionnellement touchées avec 1 jeune femme âgée de 20 à 24 ans sur 5 mariée avant son 18^e anniversaire, contre 1 jeune homme sur 30.

Source : ONU

Le fonds souverain norvégien prend ses distances avec les industries polluantes

12 juin 2019

Avec plus de mille milliards de dollars d'actifs, ce fonds représente 1,4% de la capitalisation boursière mondiale. Après un vote des députés norvégiens, il devra se désengager des énergies fossiles.

Le fonds souverain de la Norvège est le plus gros au monde.

Le fonds va probablement devoir se désinvestir de géants miniers fortement présents dans le charbon comme le suisse Glencore, l'australien BHP Billiton et l'américain Anglo American, et d'énergéticiens ayant largement recours à cette énergie fossile comme l'allemand RWE et l'italien Enel.

Désormais, le fonds devra cesser d'investir dans les entreprises produisant plus de 20 millions de tonnes de charbon par an ou plus de 10.000 MW d'électricité à partir de cette énergie fossile. Selon plusieurs groupes de défense de l'environnement, cette décision devrait l'obliger à vendre ses parts, d'une valeur de près de 5,2 milliards d'euros fin 2018, dans huit entreprises.

Les députés ont aussi entériné la proposition du gouvernement visant à bannir certaines compagnies pétrolières, celles exclusivement tournées vers l'exploration et la production d'hydrocarbures.

Cette mesure devrait toucher des groupes comme l'américain Chesapeake, le chinois CNOOC ou le français Maurel et Prom, mais épargner les majors parce que celles-ci ont généralement d'autres activités, notamment dans les énergies renouvelables.

Elle répond à des considérations strictement financières : plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'ouest, la Norvège cherche à limiter l'exposition de ses finances publiques à un secteur de plus en plus remis en cause, y compris chez les investisseurs, par la lutte contre le changement climatique.

Les décisions liées au fonds souverain norvégien, qui contrôle l'équivalent de 1,4% de la capitalisation boursière mondiale, sont d'autant plus importantes qu'elles sont souvent suivies par d'autres investisseurs.

Source : Le HuffPost avec AFP

L'ONU met en garde contre le danger de la désertification et appelle à protéger les terres

17 juin 2019

Des responsables des Nations Unies ont mis en garde contre le danger que représente la désertification et ont appelé à protéger et restaurer les terres, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse.

« La désertification, la dégradation des terres et la sécheresse présentent un grave danger pour des millions d'habitants de la planète et en particulier les femmes et les enfants », a déclaré M. Guterres.

« Chaque année, 24 milliards de tonnes de sols fertiles se perdent dans le monde. La dégradation des terres arides entraîne, dans les pays en développement, une réduction du produit national brut de 8% par an ».

« Il nous faut protéger la terre, la restaurer et en faire un meilleur usage pour réduire la migration forcée, améliorer la sécurité alimentaire et stimuler la croissance économique. C'est ainsi que nous pourrions faire face à l'urgence climatique mondiale ».

Pour sa part, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a souligné qu'exploiter « le potentiel des innovations agricoles contribuera à empêcher la sécheresse de se transformer en famine et évitera non seulement la désertification mais aussi des déplacements forcés de populations ».

« Il est quasiment impossible de prévenir l'apparition d'une sécheresse mais nous pouvons éviter qu'une sécheresse se transforme en famine et entraîne des déplacements de populations ».

Il a mis l'accent sur le fait que les agriculteurs pouvaient s'orienter vers des solutions très simples, à côté des technologies géospatiales.

Il a cité l'exemple du projet 1 million de citernes qui consiste à recueillir l'eau de pluie. « C'est très simple. Vous stockez l'eau de pluie en-dessous de votre maison pour pouvoir plus tard la boire et la donner aux animaux, et ce, pendant toute l'année ».

« La FAO et ses partenaires soutiennent l'Union Africaine dans la création de la Grande Muraille Verte dans la région du Sahel - une initiative importante sur le continent africain afin de lutter contre la dégradation des sols, la désertification et la sécheresse ».

Le plan est d'encercler le Sahara avec une vaste ceinture de végétation, des arbres et des arbustes en vue de verdier et de protéger le paysage agricole et d'empêcher l'avancée du désert.

« Cette mesure nous aide à stopper la désertification qui est l'une des principales raisons derrière la hausse des conflits entre éleveurs et agriculteurs ».

Source : ONU

Avec le laser, "On peut réduire la radioactivité d'un million d'années à 30 minutes" Gérard Mourou, prix Nobel de physique

3 octobre 2018

Ce mardi 2 octobre, Gérard Mourou, professeur émérite à l'école polytechnique, recevait le prix Nobel de physique 2018.

Interview par Benoît Tonson.

J'ai obtenu le Nobel pour l'invention d'une technique laser appelée *chirped pulse amplification* (CPA) : une méthode de génération d'impulsions optiques ultra-courtes de haute intensité. Elle permet d'obtenir des puissances considérables, d'aller dans des domaines de la physique qu'on ne pouvait pas atteindre.

La plus connue des applications, c'est la chirurgie de l'œil : notre technique a permis de corriger la vue de millions de personnes.

Celle qui me tient particulièrement à cœur est le traitement des déchets radioactifs avec nos techniques lasers.

Je m'explique : prenez un noyau atomique : il est composé de protons et de neutrons, si on met un neutron en plus ou si on enlève un, ça change absolument tout. Ce n'est plus le même atome, ses propriétés vont alors totalement changer. La durée de vie de ces déchets est changée fondamentalement : on peut la réduire d'un million d'années à 30 minutes !

On est déjà capable d'irradier avec un laser à grand flux beaucoup de matière d'un seul coup, la technique est donc parfaitement applicable et théoriquement rien ne s'oppose à une utilisation à échelle industrielle. C'est le projet que je suis en train de lancer en collaboration avec le CEA. Nous pensons que d'ici 10 ou 15 ans nous pourrions vous montrer quelque chose.

Source : La Tribune / The Conversation, Benoît Tonson